

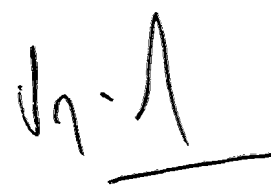
PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
EL/WG APR 2009

UN ARCHIVES
SERIES S-1120
BOX 27
FILE .2
ACC. 1998/0278

Pres

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buu
M. G.NGIJOL

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP 

DE: A. Mactar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES
DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 31 MARS 1994

BIEP NO 11/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 24 MARS AU 31 MARS 1994.

1. ERRATUM: Page 1, Deuxième texte, 3é ligne, lire:
PARTAGE DU POUVOIR, au lieu de PARTAGE DU PARTAGE DE PAIX.
2. Avec toutes nos excuses.

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
M. G.NGIJOL

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES
DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 31 MARS 1994

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.
2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 11/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 24 MARS AU 31 MARS 1994.

31 MARS 1994: LES PARTIS POLITIQUES PSD, PDC, PL (TENDANCE NDASINGWA) ET MDR (FAUSTIN TWAGIRAMUNGU), DEMANDENT AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE DECLARER PUBLIQUEMENT QUE LA SEULE LISTE DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION A BASE ELARGIE (GTBE) VALABLE EST CELLE QUI A ETE PUBLIEE LE 18 MARS PAR LE PREMIER MINISTRE-DESIGNE. ILS LUI DEMANDENT EN OUTRE D'ACCEPTER LA LISTE DES DEPUTES PUBLIEE PAR LE PREMIER MINISTRE LE 19 MARS. LE SEUL AMENDEMENT A APPORTER A LA LISTE DES DEPUTES CONCERNE LE REMPLACEMENT DU CANDIDAT-DEPUTE DECEDE, SAFARI EMILE PAR M. GAHUMBA PASCAL.

DU
POUVOIR

30 MARS 1994: ONZE (11) DES QUINZE (15) PARTIS POLITIQUES AGREES LORS DE LA SIGNATURE (9 JANVIER 1993) DU PROTOCOLE SUR LE PARTAGE DU PARTAGE DE ~~PAIX~~ ADOPTENT UNE MOTION SOUTENANT L'ADMISSION IMMEDIATE ET INCONDITIONNELLE DU PARTI DE LA COALITION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE (CDR) A L'ASSEMBLEE NATIONALE DE TRANSITION (ANT).

Pres

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
M. G.NGIJOL

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES
DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 29 MARS 1994

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.

2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 18/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 17 MARS AU 24 MARS 1994.

24 MARS 1994: LES EVEQUES CATHOLIQUES DEMANDENT AUX HOMMES POLITIQUES RWANDAIS DE S'ATTELER RESOLUMENT A LA SOLUTION DE LA CRISE QUE TRAVERSE LE PAYS. ILS DEMANDENT EGALEMENT A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE ET AUX ORGANISATIONS CARITATIVES DE VENIR EN AIDE AUX RWANDAIS MENACES PAR LA FAMINE.

23 MARS 1994: LE MINISTRE RWANDAIS DE LA DEFENSE, M. AUGUSTIN BIZIMANA VISITE LE QUARTIER GENERAL DU BATAILLON DU BANGLADESH "POUR TEMOIGNER" LA GRATITUDE DU RWANDA AUX NATIONS UNIES. AU COURS DE SA VISITE, LE MINISTRE RAPPELLE LES TROIS RAISONS QUI JUSTIFIENT L'ETABLISSEMENT DE LA ZONE DE CONSIGNATION D'ARMES DE KIGALI:

- 1. GARANTIR LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE TRANSITION.
- 2. ASSURER LA SECURITE DES EXPATRIES ET DE LA POPULATION DE KIGALI.
- 3. CONTROLER LE MOUVEMENT DES SOLDATS DU GOUVERNEMENT ET DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (FPR).



UNAMIR MINUAR

R W A N D A

**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 26/94**

URGENT/URGENT/URGENT/URGENT/URGENT/

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. N.' followed by a flourish.

KIGALI, (BIEP), 28 MARS 1994

**RWANDA: APPEL DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE
AUX PARTIES RWANDAISES**

**A L'ISSUE DE LEUR RENCONTRE CE JOUR A KIGALI, LE
REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS
UNIES AU RWANDA, LE NONCE APOSTOLIQUE- DOYEN DU CORPS
DIPLOMATIQUE-, LE REPRESENTANT DU FACILITATEUR-
L'AMBASSADEUR DE TANZANIE, ET LES AMBASSADEURS DES PAYS
OBSERVATEURS DU PROCESSUS D'ARUSHA ONT ADOPTE LA
DECLARATION CI-APRES:**

**Page 1: TEXTE FRANCAIS;
Page 2: TEXTE ANGLAIS
Page 3: TEXTE KINYARWANDA**

(END)



28/03/1994

LISTE DES SIGNATAIRES DE LA DECLARATION
DU 28 MARS 1994

Le Représentant Spécial du
Secrétaire Général de l'ONU
Le Nonce Apostolique
L'Ambassadeur des Etats-Unis
L'Ambassadeur de France
L'Ambassadeur de Belgique
L'Ambassadeur d'Allemagne
Le Représentant du Facilitateur
L'Ambassadeur du Zaïre
L'Ambassadeur d'Ouganda
Le Chargé d'affaires du Burundi

Dr. Jacques-Roger Booh-Booh
Mgr. Giuseppe Bertello
S.E. M. David Rawson
S.E. M. Jean-Michel Marlaud
S.E. M. Johan Swinnen
S.E. M. Dieter Holscher
S.E. M. Saleh Tambwe
S.E. M. Kokule
S.E. M. Ignatius B. Katetegirwe
S.E. M. Severin Mfatiye



1) Le représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, le nonce apostolique, doyen du corps diplomatique, le représentant du facilitateur et les ambassadeurs des pays observateurs du processus d'Arusha se sont réunis pour examiner les causes qui empêchent encore la mise en place de l'Assemblée Nationale de transition et du gouvernement de transition à base élargie.

2) Ils lancent un appel solennel aux parties rwandaises pour qu'elles fassent preuve d'esprit de compromis et surmontent les derniers obstacles. Ils rappellent le caractère urgent d'une solution, au regard des échéances politiques et financières.

3) Ils sont d'avis, après examen des dispositions pertinentes du protocole d'accord sur le partage du pouvoir, que tous les partis politiques agréés au Rwanda à la date de signature de ce protocole et le FPR doivent être représentés à l'Assemblée Nationale de transition dès sa mise en place, à condition qu'ils respectent l'accord de paix.

Il reviendra à la Commission sur l'Unité et la Réconciliation Nationales de veiller au respect, par chaque force politique, des principes du code d'éthique politique, dont la violation est passible de la sanction d'exclusion des institutions, décidée par la Cour Suprême.

4) Ils recommandent que cette commission soit mise sur pied sans délai après l'installation des institutions et soit chargée de remettre rapidement les premières conclusions sur le comportement des partis représentés au sein de ces institutions.

5) Ils soulignent que si ce principe est agréé par toutes les parties, plus aucune cause de retard dans la mise en place des institutions ne doit pouvoir encore surgir. Chaque force politique doit s'abstenir de toute tentative risquant de créer de nouveaux problèmes entre ou au sein des partis politiques. Une attitude constructive est indispensable au bon déroulement de la cérémonie de mise en place des deux institutions à base élargie et à leur fonctionnement efficace.





1) The Special Representative of the United Nations Secretary General, the Apostolic Nuncio, Dean of the Diplomatic Corps, the Representative of the Facilitator and the Ambassadors of the observer countries to the Arusha peace process have met to examine the reasons which still impede the setting up of the transitional National Assembly and the broad-based transition government.

2) They solemnly appeal to the Rwandese parties to show a spirit of compromise and solve the last pending problems. They stress that a solution is urgent, considering political and financial constraints.

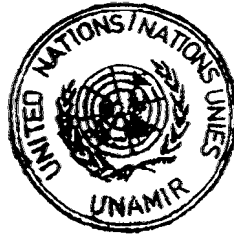
3) They are of the opinion, after consideration of the pertinent provisions of the protocol on power-sharing, that all political parties authorized in Rwanda at the date of signature of this protocole and the RPF should be represented at the transitional National Assembly when it is in place, under the condition that they respect the peace agreement.

It will be the task of the Commission on National Unity and Reconciliation to see that every political force respects the principles of the Code of Political Ethics, the violation of which can lead to the exclusion from the institutions, to be decided by the Supreme Court.

4) They recommend this Commission to be set up immediately after the institutions and be asked to give rapidly its preliminary conclusions on the behaviour of the political parties represented in the institutions.

5) They insist that if this principle is agreed by all concerned, no new cause for delay in the installation of the institutions should be brought up. Each political force should abstain from any attempt which might create new problems between or within political parties. A positive and constructive attitude, at this point in time, is indispensable for the smooth functioning of the installations ceremony for the broad-based institutions and their effective operation.





- 1) Intumwa yihariye y'Umunyabanga Mukuru w'Umuryango w'Abibumbye, Intumwa ya Papa mu Rwanda, ari nawe Mukuru mu bahagarariye ibihugu byabo mu Rwanda, Uhagarariye Umuhuza n'abahagarariye ibihugu byakurikiranye imishyikirano ya Arusha bahuye kugirango basuzume impamvu zikomeza kudindiza ishyirwaho ry'Inteko Ishinga Amategeko na Leta y'Inzibacyuho yaguye.
- 2) Barongera gusaba ibice byombi birebwa n'icyi kibazo ngo bakore ibyashoboka byose bumvikane, inzitizi zose ziveho. Barongera kubibutsa ko kubona imyanzuro ihamye ari ibyihutirwa kubera amatariki ntarengwa muri politiki no mu by'ubukungu.
- 3) Bamaze gusuzuma uko amasezerano y'Amahoro ateye ku byerekeye igabana ry'ubutegetsi, baremeza ko amashyaka yose yari yemewe igihe cyo gushyira umukono ku masezerano ya Arusha na FPR, agomba guhagararirwa mu Nteko Ishinga amategeko y'Inzibacyuho yaguye kuva igihe igiriyeho, apfa gusa kuba yubahirije amasezerano y'amahoro.

Akanama k'Amahoro n'Ubwiyunge bw'Abanyarwanda niko kagomba kugenzura niba buri shyaka ryubahiriza ibikubiye mu mategeko agenga imyitwarire yayo mu gihe cy'inzibacyuho. Ishyaka rizarenga kuri ayo mategeko rigahanishwa kuvanwa muri izo nzego, icyemezo kigafatwa n'Urukiko rw'Ikirenga.
- 4) Barasaba ko ako kanama gashyirwaho vuba na bwangu Inzego zikimara kujyaho, kandi kagashingwa gutanga imyanzuro y'ibanze ku myifatire y'Amashyaka ahagarariwe murizo nzego.
- 5) Barahamya ko niba izo nama zemewe n'impende zombi, nta yindi mpamvu izongeraga gutinza ishyirwaho ry'Inzego z'Inzibacyuho yaguye. Buri ruhande rugomba kwirinda ikintu cyose cyakongeraga kubyutsa ibindi bibazo hagati y'Amashyaka. Ubwumvikane n'ubufatanye birakenewe kugirango inzego zombi zaguye zishyirweho kandi zishobore gukora neza.





UNAMIR MINUAR

R W A N D A

[Handwritten signature]

COMMUNIQUE DE PRESSE NO 27/94

RWANDA: APPEL SOLENNEL DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

KIGALI, (BIEP), 28 MARS 1994

DANS UNE DECLARATION CONJOINTE PUBLIEE AUJOURD'HUI, LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, LE NONCE APOSTOLIQUE- DOYEN DU CORPS DIPLOMATIQUE-, LE REPRESENTANT DU FACILITATEUR -L'AMBASSADEUR DE TANZANIE-, ET LES AMBASSADEURS OBSERVATEURS DU PROCESSUS D'ARUSHA (ETATS UNIS, FRANCE, ALLEMAGNE, BELGIQUE, OUGANDA, ZAIRE ET BURUNDI) LANCENT UN APPEL SOLONNEL AUX PARTIES RWANDAISES POUR QU'ELLES FASSENT PREUVE DE COMPROMIS ET SURMONTENT LES DERNIERS OBSTACLES QUI EMPECHENT ENCORE LA MISE EN PLACE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE DE TRANSITION ET DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION A BASE ELARGIE.

REPOUNDANT A LA PRESSE A L'ISSUE DE LA RENCONTRE, LE DR. JACQUES-ROGER BOOH-BOOH A SOULIGNE QUE LES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE ONT DECIDE DE FAIRE CETTE DECLARATION APRES DE LONGUES CONSULTATIONS ENTRE EUX ET AVEC LES RESPONSABLES POLITIQUES RWANDAIS. IL FALLAIT ABSOLUMENT AIDER LES PARTIES RWANDAISES A SORTIR DE L'IMPASSE POLITIQUE ACTUELLE.

IL PRECISE EGALEMENT QUE C'EST LA PREMIERE FOIS, DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE INSTITUTIONNELLE RWANDAISE, QUE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE FAIT CONNAITRE SA POSITION ET ADOPTE UNE DECLARATION RENDUE PUBLIQUE SOUS FORME D'APPEL SOLENNEL.

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR,
Kigali, Rwanda: Tel: 8-42278/79/80/81/82/83/84/85
Poste 1428/1484
TéléFax: 8-4275

UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 27/94**

PAGE 2

SOULIGNANT L'ESPRIT D'IMPARTIALITE ET DE NEUTRALITE DES SIGNATAIRES DE CETTE DECLARATION, LE REPRESENTANT SPECIAL NOTE QUE CELLE CI EST UNE CONTRIBUTION A L'INSTAURATION D'UN CLIMAT DE PAIX ET DE RECONCILIATION NATIONALE. AINSI, SELON LUI, LA DECLARATION REJETTE ET CONDAMNE IMPLICITEMENT TOUTE LA RETHORIQUE DE LA VIOLENCE ET DU TERRORISME QUI N'A FAIT QUE "RETARDER JUSQU'ICI LE PROCESSUS DE PAIX QUE LE PEUPLE RWANDAIS APPELLE DE TOUTES SES FORCES".

MAIS, AJOUTE LE REPRESENTANT SPECIAL, "IL REVIENT AUX RWANDAIS ET SEULEMENT A EUX, DE SURMONTER LES DIFFICULTES DU MOMENT POUR METTRE EN PLACE LES INSTITUTIONS DE TRANSITION".

M. BOOH-BOOH A EGALEMENT RAPPELE QUE LE CONSEIL DE SECURITE, LORS DE SA PROCHAINE REUNION SUR LE RWANDA, RISQUE D'AVOIR DES DIFFICULTES A PROLONGER LE MANDAT DE LA MISSION DES NATIONS AU RWANDA SI LES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA "CONTINUENT DE FAIRE PASSER LEURS INTERETS PARTISANS AVANT LES INTERETS DU PEUPLE RWANDAIS".
(END)

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR,
Kigali, Rwanda: Tel: 8-42278/79/80/81/82/83/84/85
Poste 1428/1484
Téléfax: 8-4275

**STATEMENT BY HON. JOSEPH C. RWEKASIRA, TANZANIAN
FOREIGN MINISTER AND REPRESENTATIVE OF THE
FACILITATOR ON 18.03.94 IN KIGALI AT THE END OF
HIS VISIT TO RWANDA.**

On 4th March, a delegation of the RPF came to see the Facilitator to say that there were problems in the Implementation of the Arusha Peace Agreement, and sought the intervention of the Facilitator to resolve and allow for the set up of the Transitional Institutions. Similarly on 8th March the President of the Republic of Rwanda also came to Dar es Salaam to see the Facilitator and said that they were facing problems and therefore implementation of the Peace agreement had stalled. He also sought the intervention of the Facilitator.

The Facilitator had heard from various other sources that indeed there were problems, but had refrained from any intervention because as we all know supervision of the implementation of the Peace Agreement was placed under the United Nations. However, upon request by the two signatories of the Peace Agreement, the Facilitator felt under moral responsibility and legitimacy to try and help. It is for this reason, the Facilitator saw the need to dispatch me to Kigali to see how we can jointly solve the problems and have the Institutions put into place.

I thought the best way to go about my assignment was to consult as largely as possible, first bilaterally or separately and if necessary collectively. In this context, since my arrival, I engaged in separate consultations. I have had very exhaustive consultations with all parties called upon to implement the Arusha Peace Agreement, even to the extent of consulting with what is now commonly known here as tendencies.

More specifically, I met the president of the Republic twice,
I met the current prime Minister twice,
I met the RPF Leadership at Mulindi,
I met the Prime Minister Designate twice,
I met the leadership of other political forces including MRND,

MDR, PSD, PDC and both "tendencies" of PL.

I also had occasion to meet some members of the international Community and the leadership of the Catholic and protestant Churches in Rwanda.

Let me point out that, the second round of consultations were basically held to seek agreement and consensus on the opportunity of holding a collective consultations of the above.

If I were to make a rundown of my report to the Facilitator at this juncture, I would say the above consultations were very useful, frank and sincere. I learnt many aspects the Facilitator was not aware of in so much detail. I received explanations and reasons for certain positions and even managed to get useful suggestions on how we should proceed.

I am extremely grateful to the President of the Republic Government leaders, political forces, the Special Representative of the United Nations Secretary General, the OAU Representative in Rwanda, members of the Diplomatic Corps without forgetting the entire people of Rwanda; for the unreserved support they have extended to me. It is out of these consultations and contributions that I thought a collective consultation of all political forces to enable me to complete my assignment was necessary. Unfortunately this latter part of consultation has not succeeded because three parties did not take part in the meeting for the purpose, namely MRND, Mugenzi tendency of the PL and the representative of the Presidency.

Now allow me to briefly, share with you how the current problem is perceived according to the above consultations. It is a shared opinion of all with whom I consulted that the only remaining stumbling block to the putting into place of the Transitional Institutions evolves on the difficulties within the PL party. Earlier there was a problem with the list of deputies but later on a compromise was reached to share the 11 deputies on a 6/5 formula between Mr. Ndasingwa and Mr. Mugenzi "Tendencies" respectively. During my consultations with the leadership of the two tendencies they both repeated to me that their agreement on this sharing formula still holds. It is true, however, that both Mugenzi and

Ndasingwa demand two ministerial portfolios to go with the formula and both of them want of necessity the Justice portfolio. It is the strong opinion of the Facilitator that such linkage has no legal basis and, therefore, not acceptable. This is exactly what I told the leadership of the two tendencies. Moreover, according to the provisions of the Peace Agreement this amounts to encroachment on the prerogatives of the Prime Minister Designate.

Connected to this Problem, is RPF rejection of the sharing formula under the contention that it was arrived at under duress during the meeting of 27th February, 1994. The RPF contends that they have moral authority to question compromise reached following alleged intimidation and coercion; especially when the compromise was reached at the meeting of 25th and 27th February whereat they did not take part, as opposed to the different compromise reached at the earlier meeting of 18th February in which they participated. The RPF also believes that the linkage with the cabinet has a background which must be considered.

It is the opinion of the Facilitator that not only that the linkage is irrelevant and illegal going by the Peace Agreement, but also finds the RPF contention not acceptable especially when the leadership of the PL party insist they have reached compromise amicably for the interest of their party, and early setting up of the Institutions despite earlier positions to the contrary.

Allow me also to emphasise that the opinion of the Facilitator is based on the belief that all players should strictly adhere to the mandate prescribed to him/her by different articles of the Peace Agreement. Le. each political force exercise their mandate in constituting the National Assembly and the Prime Minister Designate exercise his prerogative in picking up his cabinet as long as he respects the lists given to him during consultation with the Political forces.

As I mentioned earlier the Facilitator is aware of various meetings and consultations held at various levels to try and bring about a speedy installation of the Transitional Institutions. These meetings were held within the spirit of negotiating a

political compromise to the difficulties facing some political forces.

I wish to point out that noble and well meaning as these meetings might have been, there is no doubt however that they took place outside the framework of the Arusha Peace Agreement. This also includes the consultations I am making now as representative of the Facilitator. May be we need to take stock and if we come to the conclusion that the spirit is not there or rather not sufficient , we may wish to come to an end to this politicking and negotiations outside the Peace Agreement and therefore strictly adhere to the Arusha Peace Agreement which as we all know is now the Fundamental law of the Republic of Rwanda. Let us give Peace a chance by giving implementation of the Peace Agreement a chance.

Let me not tire you further as we are all conversant with the situation and problems facing implementation of the Arusha Peace Agreement.

THANK YOU ALL FOR LISTENING TO ME SO ATTENTIVELY.

File: Press

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
M. G.NGIJOL

VU: P. Méhu *P.M.*
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye, *✓*
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES
DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 17 MARS 1994

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.
2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 9/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 10 MARS AU 17 MARS 1994.

17 MARS 1994: UNE REUNION DES RESPONSABLES POLITIQUES RWANDAIS CONVOQUEE A L'INITIATIVE DU MINISTRE TANZANIEU DES AFFAIRES ETRANGERES AU SECTEUR MILITAIRE DE KIGALI POUR DISCUTER LES MOYENS DE RESOUDRE LA CRISE INSTITUTIONNELLE AU RWANDA EST AJOURNEE A CAUSE DE L'ABSENCE DES REPRESENTANTS DU MRND, DU DIRECTEUR DE CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU DIRIGEANT DE L'UNE DES FACTIONS DU PARTI LIBERAL, M. JUSTIN MUGENZI. LE REPRESENTANT SPECIAL, LE PREMIER MINISTRE, LE PREMIER MINISTRE DESIGNÉ AINSI QUE LE MINISTRE RWANDAIS DES AFFAIRES ETRANGERES ASSISTAIENT A LA REUNION. LES AMBASSADEURS OCCIDENTAUX ET LES AMBASSADEURS AFRICAINS ACCREDITES AU RWANDA, AINSI QUE LE NONCE APOSTOLIQUE ET LE REPRESENTANT DE L'OUA ETAIENT EGALEMENT PRESENTS.

16 MARS 1994: DANS UNE DECLARATION A LA RADIO, LE PREMIER MINISTRE, MME AGATHE UWILINGIYIMANA EXPRIME SON REGRET DEVANT LE RETARD DANS LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION. "LA SITUATION ECONOMIQUE DE NOTRE PAYS EST PLUS QUE NEBULEUSE, LA FAMINE FRAPPE SANS CESSER A NOS PORTES", DECLARE-T-ELLE, AVANT DE LANCER UN NOUVEL APPEL A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE POUR CONTINUER A VENIR EN AIDE AU RWANDA.

COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 24/94

RWANDA: CINQ PERSONNES ASSASSINEES DANS LA REGION DE KINHIRA
KIGALI (BIEP), 16 mars 1994

UNE PATROUILLE DE LA MINUAR A DECOUVERT HIER LES CORPS DE CINQ PERSONNES DANS UNE VOITURE CRIBLEE DE BALLES DANS LA REGION DE KINHIRA, A 80 KMS DE KIGALI,

DIX (10) CARTOUCHES VIDES DE FUSILS AK-47 ET DES FRAGMENTS DE GRENADE ONT ETE TROUVES SUR LES LIEUX DE L'ATTENTAT.

LES CORPS DU DIRECTEUR DE LA PLANTATION DE THE DE CYOHOHA-RUKERI, NYINLINKWAYA NATANIEL ET DE SON EPOUSE ANISIE, AINSI QUE DE BUKEYE JUSTIN, SAFALI EMILE ET DEFFROY BONANVENTURE, EMPLOYES DE LA PLANTATION ONT ETE IDENTIFIES PAR UN RESPONSABLE DE LA SOUS-PREFECTURE DE KINHIRA ET LE COMPTABLE DE L'OFFICE DES CULTURES INDUSTRIELLES DU RWANDA (OCIR), SECTION CULTURES DE THE.

DES ENQUETES ONT ETE DECLENCHEES POUR DECOUVRIR LES AUTEURS DE CET ATTENTAT QUI N'A PAS ETE REVENDIQUE. KINHIRA SE TROUVE DANS LA ZONE DEMILITARISEE ET EST PLACEE SOUS LA SUPERVISION DE LA FORCE DE LA MINUAR.

(END).

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda: Tél.: 8-4278/79/80/81/82/83/84/85

Poste 1484/1428

T é l é f a x : 8 - 4 2 7 5

File: Press
2) Government



THE REPUBLIC OF UGANDA

D^r KABIA

JOINT COMMUNIQUE

His Excellency Juvenal Habyarimana, President of the Republic of Rwanda paid a one day official working visit to Uganda on 7th March 1994.

1. During his stay in Uganda President Habyarimana held cordial and fruitful discussions with President Yoweri Museveni on matters of bilateral and regional nature. The two Presidents were accompanied by their respective Ministers and other dignitaries. President Habyarimana briefed President Museveni on the current political situation in Rwanda. President Museveni commended President Habyarimana and through him the entire people of Rwanda for the efforts made so far in implementing the Peace Agreement between the Government of Rwanda and the Rwanda Patriotic Front signed on 4th August 1993 at Arusha, Tanzania.
 2. President Museveni expressed the hope that the deadlock which has delayed the installation of the Transitional government would be overcome soon so that the long awaited era of peace, national reconciliation and economic development for the people of Rwanda and stability in the sub-region could begin.
-



THE REPUBLIC OF UGANDA

3. The two Heads of State expressed appreciation to the United Nations for its role in overseeing the implementation of the Peace Accord and renewed their call to the international community to lend both moral and material assistance to facilitate the implementation of the Peace Agreement. On his part, President Museveni reiterated his commitment to assist where possible.
4. The two Heads of State reviewed relations between their two countries, since their last meeting in September 1993. In this regard they renewed their commitment to enhancing cooperation in all fields of human endeavour. They noted that the traffic within the Northern Corridor is still badly affected by the situation in Rwanda, and that this has adversely affected the economies of the countries of the sub-region. They called for the re-opening of the transit route as soon as possible.
5. The two Presidents discussed the Rwandese refugee problem and confirmed their commitment to resolve the matter once and for all.



THE REPUBLIC OF UGANDA

In this connection President Habyarimana briefed President Museveni on the difficulty faced in the return of Rwandese refugees in the North of the country. The two Presidents agreed to set up a Joint Technical Commission to work out modalities for the orderly return of refugees.

6. The two Presidents also recommended the convening of a Regional Summit to find a global solution to the problem of refugees in the region.
7. Regarding KBO, the two leaders reviewed progress made in the implementation of its projects and programmes. They reaffirmed their commitment to the objectives of KBO as a useful forum for regional cooperation and called for its strengthening.

At the end of the visit President Juvenal Habyarimana expressed his heartfelt appreciation to President Museveni, the Government and the people of Uganda for the warm reception and hospitality accorded to him and his delegation during their stay in Uganda.



Done in ENTEBBE thisday of1994 in
two originals in English and French Languages both texts being
equally authentic.

H.E. YOWERI KAGUTA MUSEVENI
PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF UGANDA

H.E. JUVENAL HABYARIMANA
PRESIDENT OF THE
REPUBLIC OF RWANDA



file press

1.7.11

COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 23/94

RWANDA: LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL RAPPELLE AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE QUE LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DEVRA BIENTÔT DÉCIDER DE L'AVENIR DE LA MISSION.

KIGALI, (BIEP), LE 11 MARS 1994

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE QU'IL A DONNÉE CE MATIN AU SIÈGE DE LA MINUAR À DES JOURNALISTES BELGES ET RWANDAIS, LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA, M. JACQUES-ROGER BOOH-BOOH, A RAPPELÉ QUE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DOIT BIENTÔT RETOURNER DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ POUR L'EXAMEN DE LA QUESTION DU RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE LA MINUAR ET QU'IL NE SERAIT PAS SOUHAITABLE QU'IL Y AILLE LES MAINS VIDES.

LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL A REGRETTÉ DE NE POUVOIR ANNONCER AUJOURD'HUI AUX JOURNALISTES QUE LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION PRÉVUES PAR L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA ONT ÉTÉ INSTALLÉES. "POURTANT A-T-IL DIT, CE NE SONT NI LES EFFORTS NI LA BONNE VOLONTÉ QUI ONT MANQUÉ; TOUT AU MOINS AU NIVEAU DE LA MINUAR."

1...

**Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda. Tél.: 84278/79/80/81/82/83/84/85
Poste 1484/1428 Telefax 8-4275**

RWANDA NO. 23

. 3 .

LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL A RENDU HOMMAGE AU SÉRIEUX ET AU PROFESSIONNALISME DES MEMBRES DU CONTINGENT BELGE QUI FONT UN "TRAVAIL EXCELLENT" DANS DES CONDITIONS DIFFICILES. IL S'EST RÉJOUI DE L'ACCUEIL TRÈS POSITIF QUE LA POPULATION RWANDAISE A RÉSERVÉ JUSQU'À PRÉSENT À LA MINUAR. "LA POPULATION RWANDAISE VEUT LA PAIX, A-T-IL INSISTÉ, ELLE L'EXPRIME TOUS LES JOURS DANS LES LETTRES ET LES TÉMOIGNAGES QUE NOUS RECEVONS."

M. BOOH-BOOH A RAPPELÉ QUE LA MINUAR EST AU RWANDA POUR AIDER LES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX ET QU'ELLE NE PEUT EN AUCUNE FAÇON SE SUBSTITUER À EUX.

AVANT SA CONFÉRENCE DE PRESSE, LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL S'ÉTAIT ENTRETENU PENDANT 45 MINUTES ENVIRON DANS SON BUREAU DE LA MINUAR AVEC LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DE BELGIQUE, M. LÉO LACROIX, QUI EFFECTUE UNE VISITE DE TRAVAIL AU RWANDA.

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
M. G.NGIJOL

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES
DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 10 MARS 1994

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.

2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 8/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 4 MARS AU 10 MARS 1994.

10 MARS 1994 : UNE DELEGATION DE REPRESENTANTS DES PARTIS PSD, PL, ET PDC SE REND A MULINDI, QUARTIER GENERAL DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (FPR), POUR S'ENTREtenir AVEC LES DIRIGEANTS DU FRONT DES MOYENS DE RESOUDRE L'IMPASSE POLITIQUE ACTUELLE.

9 MARS 1994 : L'AMBASSADEUR DE TANZANIE ET REPRESENTANT DU FACILITATEUR, M. SALEH TAMBWE, AFFIRME QU'IL N'Y AURA PAS DE REPRISE DES HOSTILITES ENTRE LE FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (FPR) ET LE GOUVERNEMENT RWANDAIS. L'AMBASSADEUR FAIT CETTE DECLARATION AU RETOUR DE SA VISITE A MULINDI, EN COMPAGNIE D'UNE DELEGATION COMPRENANT LES AMBASSADEURS DE FRANCE, DES ETATS UNIS, DE BELGIQUE, D'ALLEMAGNE, AINSI QUE LE REPRESENTANT DE L'OUA ET LE CONSEILLER POLITIQUE DU REPRESENTANT SPECIAL. M. TAMBWE AJOUTE QU'IL NE PEUT PAS PRECISER LA DATE DE LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS AVANT D'AVOIR COMMUNIQUE SON RAPPORT AU CHEF DE L'ETAT TANZANIE.

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
M. G.NGIJOL

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Mactar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES
DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 4 MARS 1994

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.

2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 7/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 26 FEVRIER AU 3 MARS 1994.

1 MARS 1994: VISITE DU REPRESENTANT SPECIAL A MULINDI, QUARTIER GENERAL DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (FPR). M. BOOH-BOOH DEMANDE AUX RESPONSABLES POLITIQUES ET MILITAIRES DU FPR DE PRIVILEGIER LE DIALOGUE AFIN D'ARRIVER A DES COMPROMIS POLITIQUES ACCEPTABLES. EN OUTRE, IL RENOUVELLE SON APPEL AUX PARTIES SIGNATAIRES DE L'ACCORD D'ARUSHA POUR QU'ELLES REDOUBLENT D'EFFORTS AFIN DE TROUVER UNE SOLUTION A L'IMPASSE ACTUELLE.

1 MARS 1994: CONFERENCE DE PRESSE AU SIEGE DE LA MINUAR DU GENERAL DE BRIGADE ANYIDHO, COMMANDANT ADJOINT DE LA FORCE. LE THEME PRINCIPAL DE LA CONFERENCE DE PRESSE PORTE SUR LE ROLE DE LA MINUAR DANS LE DISPOSITIF DE SECURITE DU RWANDA. LE GENERAL AFFIRME QUE LA MINUAR EST DETERMINEE A EXECUTER SON MANDAT.

28 FEVRIER 1994: LE PREMIER MINISTRE PRESIDE UNE REUNION DU CONSEIL NATIONAL DE SECURITE QUI RECOMMANDE LE RENFORCEMENT DES PATROUILLES CONJOINTES MINUAR/GENDARMERIE NATIONALE DANS LA VILLE DE KIGALI ET SES ENVIRONS. LE CONSEIL DECIDE EN OUTRE DE PRENDRE UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES DESTINEES A RAMENER LE CALME ET A GARANTIR LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS DANS LA VILLE DE KIGALI.



**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 22/94**

**RWANDA: LE REPRESENTANT SPECIAL LANCE UN APPEL AU DIALOGUE
AUX PARTIES SIGNATAIRES DE L'ACCORD D'ARUSHA.**

KIGALI, (BIEP), LE 1ER MARS 1994.

**LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS
UNIES AU RWANDA, LE DR. JACQUES ROGER BOOH-BOOH A LANCE UN
APPEL AUX PARTIES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA POUR
QU'ELLES REDOUBLENT D'EFFORTS AFIN DE TROUVER LE PLUS
RAPIDEMENT POSSIBLE UNE SOLUTION A L'IMPASSE ACTUELLE.**

**M. BOOH-BOOH A RENOUVELE CET APPEL AUJOURD'HUI A L'ISSUE DE SA
RENCONTRE A MULINDI AVEC LES CHEFS MILITAIRES ET POLITIQUES DU
FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (FPR).**

**AU COURS DES ENTRETIENS QUI ONT DURE PLUS DE DEUX HEURES,
LE REPRESENTANT SPECIAL A RAPPELE AUX RESPONSABLES DU FPR LA
NECESSITE DE PRIVILEGIER LE DIALOGUE, DE FAIRE PREVALOIR LA
LOGIQUE DE PAIX ET DE SE PREPARER A DES COMPROMIS POLITIQUES
ACCEPTABLES.**

**SELON UN COMMUNIQUE PUBLIE LE 28 FEVRIER A MULINDI,
LE FPR DECLARE QU'IL EST PRET A PARTICIPER AUX INSTITUTIONS DE LA
TRANSITION A CONDITION QUE LA LISTE DES DEPUTES DU PARTI LIBERAL
ENTERINEE LE 4 JANVIER 1994 PAR LA COUR CONSTITUTIONNELLE SOIT
MAINTENUE.**

**LE FPR CONDAMNE LA VAGUE DE VIOLENCE QUI SECOUE EN CE
MOMENT LE PAYS ET DENONCE LES MANOEUVRES DE MANIPULATION
TENDANT A FAUSSER L'EQUILIBRE DES FORCES POLITIQUES PREVU PAR
L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA.**

.../...

**Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda: Tél: 8-4278/79/80/81/82/83/84/85
Poste: 1428/1484
Téléfax: 8-4275**



**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 22/94**

. PAGE 2 .

LES QUERELLES AUTOUR DE CETTE LISTE ONT BLOQUE LES EFFORTS POUR AMENER LES CINQ PARTIS POLITIQUES ET LE FPR A METTRE SUR PIED LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION. SEUL LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A PRETE SERMENT LE 5 JANVIER 1994.

LE CONSEIL DE SECURITE DANS UNE DECLARATION PUBLIEE LE 17 FEVRIER 1994 A NEW YORK A DEMANDE AU GOUVERNEMENT RWANDAIS ET AU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS DE SURMONTER LEURS DIFFERENDS ET DE COOPERER PLEINEMENT AVEC L'ONU POUR FAIRE PROGRESSER LE PROCESSUS DE PAIX ET DE RECONCILIATION NATIONALE AU RWANDA AVEC LA MISE EN PLACE RAPIDE DES INSTITUTIONS PREVUES PAR L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA.

LE REPRESENTANT SPECIAL A RAPPELE AUX RESPONSABLES DU FPR QUE LA MINUAR NE SERA ASSUREE D'UN APPUI SUIVI PAR LE CONSEIL DE SECURITE QUE SI LES PARTIES SIGANATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA APPLIQUENT INTEGRALEMENT ET RAPIDEMENT LEDIT ACCORD.

DES JOURNALISTES PRESENTS A MULINDI ONT SOULEVE LA QUESTION DE L'INSUFFISANCE DE L'AIDE ALIMENTAIRE AUX PERSONNES DEPLACEES ET AUX REFUGIES RWANDAIS. LE REPRESENTANT SPECIAL A REPONDU QUE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE CONTINUERA D'APPORTER TOUT SON CONCOURS A CE GROUPE DE LA POPULATION. IL A PROMIS DE PRENDRE CONTACT AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES DE L'ONU ET DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES AFIN QUE LE NIVEAU DES SECOURS SOIT MAINTENU.

IL A CEPENDANT SOULIGNE QUE LES PROBLEMES DU RWANDA DOIVENT ETRE TRAITES GLOBALEMENT. IL A DONC DEMANDE AUX RESPONSABLES POLITIQUES RWANDAIS DE FAIRE FACE A LEURS RESPONSABILITES AVANT QUE LE PAYS NE SOMBRE DANS DES DIFFICULTES INSURMONTABLES. (END)

**Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda: Tél: 8-4278/79/80/81/82/83/84/85
Poste: 1484
Téléfax: 8-4275**

février 1994 une réunion des partis politiques qui forment l'actuel gouvernement de coalition et sont appelés à participer, avec le FPR, aux institutions de la nouvelle transition issue de l'Accord de Paix d'Arusha. C'est à la faveur de la réunion convoquée dans ce climat de terreur que, le 27 février 1994, les dirigeants de ces partis ont accepté les décisions qu'ils rejettent le 23 février 1994.

Dès lors qu'il est clair que le Président Habyarimana a recouru au terrorisme et à l'intimidation, avec l'assassinat de l'un des leaders de l'opposition et les massacres perpétrés pendant toute la semaine qui vient de s'écouler, pour faire fléchir les dirigeants de ces partis politiques, le FPR récuse les conclusions et les soi-disant compromis obtenus par le Président Habyarimana dans ces conditions. Ces compromis sont d'autant plus inacceptables qu'ils s'inscrivent dans une logique contraire à l'esprit de l'Accord de Paix d'Arusha, qui a pour finalité des réformes profondes des structures et du fonctionnement de l'Etat rwandais, de manière à éradiquer les pratiques dictatoriales que le Président Habyarimana veut sauvegarder par le biais de la manipulation des partis pour leur imposer des éléments à sa dévotion comme représentants au sein des institutions.

Le FPR condamne encore une fois les actes barbares perpétrés par les milices à la solde du Président Habyarimana et annonce qu'il ne participera pas à un Gouvernement mis en place sur la base des compromis obtenus par la terreur. Pour les députés à l'ANT, le FPR n'acceptera d'autres listes que celles agréées par la Cour Constitutionnelle en date du 4 janvier 1994.

De même, le FPR exige que le Premier Ministre désigné du Gouvernement de transition à base élargie soit rétabli dans son droit de choisir les ministres devant composer son équipe gouvernementale, comme il l'avait prévu pour le 5 février 1994 avant que le processus d'intimidation croissante exercée par le Président Habyarimana ne soit déclenché. Le FPR ne peut pas non plus accepter qu'un quelconque rôle dans la mise en place des institutions ou dans le choix des personnalités devant en faire partie soit confié à des personnages comme MUGENZI Justin qui déclarent ne pas adhérer à l'Accord d'Arusha. En effet, ceux-là ne manqueront pas d'entraver l'exécution des dispositions de l'Accord de paix et de chercher à bloquer le fonctionnement normal des institutions.

Le FPR met en garde le Président Habyarimana et ses adeptes des partis MRND et CDR qui continuent à porter atteinte à la vie et à la tranquillité des Rwandais, tout en les prévenant qu'il ne saurait plus y assister les bras croisés. De même, nous dénonçons, encore une fois, la distribution continuelle des armes à feu aux populations civiles auxquelles nous faisons appel pour qu'elles s'en débarrassent.

Fait à Mulindi le 28 février 1994


Col. ALEXIS KANYARENGWE
Président du FPR



File: Pres

**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 21194**

RWANDA: LE ROLE DE LA MINUAR DANS LE DISPOSITIF DE SECURITE DU PAYS

KIGALI (BIEP). LE 28 FEVRIER 1994

LE COMMANDANT DE LA FORCE, LE GENERAL ROMEO DALLAIRE DONNERA DEMAIN 1^{er} MARS A 15 HEURES AU SIEGE DE LA MINUAR UNE CONFERENCE DE PRESSE SUR **"LE ROLE DE LA MINUAR DANS LE DISPOSITIF DE SECURITE DU RWANDA"**.

LE RWANDA A CONNU LA SEMAINE DERNIERE DES TROUBLES GRAVES QUI ONT ENTRAINE LA MORT DE PLUSIEURS PERSONNES. LE GENERAL DALLAIRE AVAIT ALORS ESTIME JUDICIEUSE LA DECISION DES AUTORITES D'INSTAURER LE 22 FEVRIER DERNIER LE COUVRE-FEU DANS LA CAPITALE.

DANS LE CADRE DE SON MANDAT, LA MINUAR CONTRIBUE A ASSURER LA SECURITE DANS LA VILLE DE KIGALI, EN COLLABORATION AVEC LA GENDARMERIE NATIONALE. ELLE EST CHARGEE EN OUTRE DE SUPERVISER LES CONDITIONS DE LA SECURITE GENERALE AU RWANDA PENDANT LA PERIODE ALLANT DE L'INSTALLATION DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION AUX ELECTIONS.

LE COMMANDANT DE LA FORCE APPORTERA DES PRECISIONS AU COURS DE SA CONFERENCE DE PRESSE SUR LA POSITION DE LA MINUAR VIS A VIS DE CES PROBLEMES.
(END).

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda. Tél. : 8-4278179/80/81/82/83/84/85

Poste 1484/1485

Tél. télex : 8-4273

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
M. G.NGIJOL

VU: P. Méhu *P. 11.*
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES
DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 26 FEVRIER 1994

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.

2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 6/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 18 FEVRIER AU 25 FEVRIER.

25 FEVRIER 1994: LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE RENCONTRE LES RESPONSABLES DES PARTIS POLITIQUES MEMBRES DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION POUR DISCUTER DES MOYENS DE SORTIR DE L'IMPASSE ACTUELLE. LE PREMIER MINISTRE, MME AGATHE UWILINGIYIMANA ET LE PREMIER MINISTRE DESIGNE, M. FAUSTIN TWAGIRAMUNGU PARTICIPENT A LA REUNION.

25 FEVRIER 1994: DANS UNE DECLARATION DIFFUSEE PAR LA RADIO NATIONALE, LE PREMIER MINISTRE AFFIRME QU'ELLE N'A PAS ETE ASSOCIEE A L'ORGANISATION DES CEREMONIES DE PRESTATION DE SERMENT DES DEPUTES ET D'INSTALLATION DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION A BASE ELARGIE (GTBE).

25 FEVRIER 1994: LA FRANCE ET LES ETATS UNIS SONT PROFONDEMENT CHOQUES PAR L'ASSASSINAT DU MINISTRE RWANDAIS DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'ENERGIE, FELICIEN GATABAZI, INDIQUE LA RADIO NATIONALE RWANDAISE.

24 FEVRIER 1994: OBSEQUES DE FELICIEN GATABAZI A SAVE, SON VILLAGE NATAL, DANS LA PREFECTURE DE BUTARE. LE COMMANDANT DE LA FORCE ASSISTE AUX FUNERAILLES.



FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



COMMUNIQUE DE PRESSE

ENCORE DES MANOEUVRES DILATOIRES DU PRESIDENT HABYARIMANA POUR CACHER SES CRIMES.

Dans un décret publié hier soir à la Radio Nationale, HABYARIMANA invite les députés et le Ministre des Institutions de la Transition aux cérémonies d'investiture qu'il doit présider aujourd'hui à 10h00 du matin.

Il impose en même temps aux partis politique les noms de certaines personnes devant prêter serment. C'est le cas des partis Libéral et MDR qui, pourtant avaient librement accepté d'avoir réglé leurs problèmes internes avant la date butoire du 22/02/94, initialement décidée par consensus pour la prestation de serment.

Qu'est-ce qui amène donc HABYARIMANA, dont on attendait la réaction depuis Samedi dernier, à sortir de son mutisme et à improviser des listes tronquées similaires à celles qu'il avait avalisées le jour de son investiture, c'est à dire le 5 Janvier dernier.

La réponse est bien simple: artisan de la démagogie et du machiavélisme, HABYARIMANA veut certainement détourner l'attention de l'opinion nationale et internationale sur les crimes politiques qu'il est en train de commanditer et d'exécuter au Rwanda.

L'assassinat du Ministre GATABAZI Félicien, Secrétaire Exécutif du Parti PSD n'est qu'une réalisation partielle de son plan d'extermination des leaders de l'opposition. Hier soir, les Députés et les Ministres du FPR ont échappé de justesse à un attentat meurtrier organisé sur l'axe Mulindi (Quartier Général du FPR) et Kigali. Alors qu'ils se sont désistés à la dernière minute pour venir prêter serment selon le calendrier préétabli, l'escorte de la MINUAR et des éléments du Bataillon du FPR stationné à Kigali a été victime d'une attaque des soldats gouvernementaux embusqués à Gashyata, à plus ou moins 5 Km de Kigali.

Le FPR a enregistré un blessé qui est dans un état critique et un observateur de la MINUAR n'a pas été épargné. Deux des véhicules qui les conduisaient ont été endommagés et abandonnés sur le lieu d'attentat.

La journée d'avant - hier qui s'est soldée par l'assassinat du Ministre GATABAZI avait été marquée par des actes de vandalisme, et de terrorisme du parti CDR, allié et porte-parole du MRND contre des membres de l'opposition dont le Ministre des Affaires Etrangère et de la Coopération, issu du MDR.

Le Président de la Cour Constitutionnel a dû fuir son bureau en catastrophe, menacé par les mêmes éléments pour avoir



**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 20/94**

***RWANDA: Le Représentant Spécial exhorte les dirigeants politiques
à faire face à leurs responsabilités.***

Kigali, (BIEP), le 23 février 1994

***Les cérémonies de prestation de serment des députés de l'Assemblée Nationale
de transition et d'installation du Gouvernement de Transition A Base Elargie ont été de
nouveau reportées cet après-midi, à Kigali.***

***Aux journalistes qui lui demandaient si cela marque la fin de la mission de l'ONU
au Rwanda, le Représentant Spécial du Secrétaire Général, M. Jacques-Roger
Booh-Booh a tout d'abord rappelé que la MINUAR a été invitée au Rwanda par les deux
parties signataires de l'Accord de paix d'Arusha et qu'il appartient au Conseil de sécurité
de décider d'une telle éventualité.***

***M. Booh-Booh a ensuite précisé que la MINUAR continuera à promouvoir le dialogue
entre les leaders politiques rwandais en vue de trouver une solution rapide à l'impasse
actuelle.***

***Il a enfin rappelé les mises en garde du Conseil de sécurité qui ne peut assurer la
MINUAR de son soutien suivi sans la preuve de progrès substantiels dans l'exécution de
l'Accord de paix d'Arusha.***

***Le Représentant Spécial poursuit ses bons offices afin d'amener les responsables
politiques à trouver un compromis politique acceptable pour la mise en place rapide des
institutions de la transition. "Il appartient cependant à ces responsables de faire face à ses
responsabilités", a-t-il dit.
(END).***

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda: Tél: 8-4278/79/80/81/82/83/84/85
Poste: 1484 Téléfax: 8-4275



**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 19/94**

**LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES CONDAMNE
LE MEURTRE DU MINISTRE RWANDAIS DES TRAVAUX PUBLICS**

*Il demande aux parties concernées de mettre en oeuvre
sans délai l'Accord de Paix d'Arusha*

Kigali, (BIEP), le 23 février 1994

Le Porte-Parole du Secrétaire Général des Nations Unies a fait hier à New York la déclaration suivante, au nom de M. Boutros Boutros-Ghali:

Le Secrétaire Général a appris avec consternation l'assassinat, le 21 février 1994, à Kigali, du Ministre des Travaux Publics et de l'Energie du Rwanda, Félicien Gatabazi. Le Secrétaire Général condamne énergiquement le meurtre du Ministre qui risque de compliquer les efforts en cours pour établir au Rwanda un gouvernement de transition à base élargie. Il attend des détails supplémentaires sur cet incident de son Représentant Spécial au Rwanda.

Le Secrétaire Général demande instamment aux autorités de déployer leurs efforts afin d'appréhender et de livrer à la justice au plus tôt les auteurs de cet acte méprisable. Il invite les parties concernées à faire preuve du maximum de retenue et à redoubler d'efforts pour mettre en oeuvre, sans délai, l'Accord de Paix d'Arusha. (END)

*Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda: Tél: 8-4278/79/80/81/82/83/84/85
Poste: 1484
Téléfax: 8-4275*



Rg A

COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 18/94

**RWANDA: LE REPRESENTANT SPECIAL CONDAMNE LE MEURTRE DU
PRESIDENT DE LA CDR ET L'ATTAQUE CONTRE UNE PATROUILLE DU FRONT
PATRIOTIQUE RWANDAIS**

KIGALI, (BIEP), LE 23 FEVRIER 1994

**LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU AU
RWANDA, M. JACQUES-ROGER BOOH-BOOH A COMDAMNE UN NOUVEL ACTE
DE VIOLENCE CONTRE UN RESPONSABLE POLITIQUE RWANDAIS QUI A ETE
TUE DANS LA VILLE DE BUTARE.**

**SELON LES INFORMATIONS DONT DISPOSE LA MINUAR, LE
PRESIDENT DE LA CDR, MARTIN BUCYANA A ETE LYNCHÉ PAR DES
MANIFESTANTS QUI REAGISSAIENT AU MEURTRE DU SECRETAIRE GENERAL DU
PARTI SOCIAL-DEMOCRATE (PSD) ET MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
FELICIEN GATABAZI QUI ETAIT ORIGINAIRE DE BUTARE.**

**SELON LE REPRESENTANT SPECIAL, DES "ACTES DE CETTE
NATURE NE PEUVENT QUE COMPLIQUER LA SITUATION POLITIQUE DEJA
TENDUE ET RENDRE ENCORE PLUS DIFFICILE LA SOLUTION DES PROBLEMES
ACTUELS AU RWANDA".**

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR

Kigali, Rwanda: TEL : 8-4278175/80181182/83/84/85

Porte 1484/1428

T e l e f a x : 8 - 4 2 7 5

COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 18/94

Page 3

LE GENERAL ROMEO DALLAIRE, COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUAR, A LANCE UN APPEL AU CALME ET A DEMANDE AUX HABITANTS DE KIGALI D'EVITER LES ATTOUPEMENTS ET DE PAS CEDER A LA PANIQUE.

LES CEREMONIES DE PRESTATION DE SERMENT DES DEPUTES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE DE TRANSITION ET D'INSTALLATION DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION A BASE ELARGIE PREVUES MARDI ONT ETE REPORTEES.

LES CONSULTATIONS ENTRE LES PARTIS POLITIQUES ET LE PREMIER MINISTRE-DESIGNE SE SONT POURSUIVIES, APRES QUE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE EUT ANNONCE QUE LES CEREMONIES AURAIENT LIEU AUJOURD'HUI.

LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES QUI SUIT DE PRES L'EVOLUTION DE LA SITUATION AU RWANDA A DEMANDE AUX RESPONSABLES POLITIQUES RWANDAIS DE FAIRE PREUVE DU MAXIMUM DE RETENUE ET DE REDOUBLER D'EFFORTS POUR METTRE, SANS DELAI, EN PLACE LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION. (END).

Bureau

d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda: Tél.: 8-4278179/80/81/82/83/84/85
Poste 1484/1478
T é l é f a x : 8 - 4 2 7 5



Handwritten signature

**CABINET DU REPRESENTANT SPECIAL
DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU AU RWANDA**

BUREAU DU PORTE PAROLE

DECLARATION DU REPRESENTANT SPECIAL

KIGALI LE 23 FEVRIER 1993

LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU POUR LE RWANDA A APPRIS AVEC STUPEUR LE MEURTRE HIER A BUTARE DU PRESIDENT DE LA COALITION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE (CDR) MARTIN BUCHYANA.

LE REPRESENTANT SPECIAL CONDAMNE ENERGIQUEMENT CE NOUVEL ACTE DE VIOLENCE CONTRE UN RESPONSABLE POLITIQUE RWANDAIS. IL DEPLORE EGALEMENT LA MORT D'UN SOLDAT DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (RPF), TUE LORSQU'UNE PATROUILLE DU FRONT ESCORTEE PAR LA MINUAR A ESSUYE LES TIRS DE PERSONNES NON IDENTIFIEES.

LE REPRESENTANT SPECIAL ESTIME QUE DES ACTES DE CETTE NATURE NE PEUVENT QUE COMPLIQUER LA SITUATION POLITIQUE DEJA TENDUE ET RENDRE ENCORE PLUS DIFFICILE LA SOLUTION DES PROBLEMES ACTUELS AU RWANDA.

LE REPRESENTANT SPECIAL PRESENTE SES CONDOLEANCES AUX FAMILLES DES VICTIMES DE LA VIOLENCE QUI FRAPPE LE RWANDA.

LE REPRESENTANT SPECIAL DONNE L'ASSURANCE A LA POPULATION QUE LA MINUAR POUR SA PART CONTINUERA A TRAVAILLER POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA QUI A ETE LIBREMENT SIGNE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE ET LE FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS. (END).



COMMUNIQUE DU COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUAR

22 FEVRIER 1994

LE COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUAR DEMANDE A LA POPULATION DE KIGALI DE L'AIDER A MAINTENIR LE CALME DANS LA CAPITALE RWANDAISE EN EVITANT LES ATTROUPEMENTS ET EN NE CEDANT PAS A LA PANIQUE.

LES CASQUES BLEUS POURSUIVENT LEUR PATROUILLE DANS PLUSIEURS SECTEURS DE KIGALI ET RESTENT VIGILANTS. LES ELEMENTS DE LA POLICE CIVILE AINSI QUE LES FORCES MILITAIRES DE LA MINUAR SUIVENT LA SITUATION D'HEURE EN HEURE DE CONCERT AVEC LA GENDARMERIE ET LES AUTORITES COMPETENTES

ENCORE UNE FOIS, LA FORCE DES NATIONS UNIES ET LA GENDARMERIE RWANDAISE FONT TOUT LEUR POSSIBLE POUR ASSURER LA SECURITE DE TOUS LES HABITANTS DE LA VILLE DE KIGALI. LE CALME, LA DISCIPLINE ET L'ORDRE SONT ESSENTIELS POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF FIXE PAR L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA.



CABINET DU REPRESENTANT SPECIAL
BUREAU DU PORTE PAROLE

27-1

DECLARATION DU REPRESENTANT SPECIAL

KIGALI LE 22 FEVRIER 1993

LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU POUR LE RWANDA A APPRIS AVEC CONSTERNATION LE MEURTRE HIER SOIR A KIGALI DU MINISTRE RWANDAIS DE TRAVAUX PUBLICS ET SECRETAIRE GENERAL DU PARTI SOCIAL DEMOCRATE, M. FELICIEN GATABAZI, AINSI QUE SON GARDE DE CORPS.

LE DR. JACQUES-ROGER BOOH-BOOH CONDAMNE ENERGIQUEMENT CE MEURTRE ET ESTIME QUE DES ACTES DE CETTE NATURE NE PEUVENT QUE COMPLIQUER LA SITUATION POLITIQUE ET RENDRE ENCORE PLUS DIFFICILE LA SOLUTION DES PROBLEMES ACTUELS AU RWANDA.

A CE MOMENT TRAGIQUE DE L'HISTOIRE RWANDAISE, LE REPRESENTANT SPECIAL DEMANDE INSTAMMENT AUX RESPONSABLES POLITIQUES DE FAIRE PREUVE DU MAXIMUM DE RETENUE ET DE REDOUBLER D'EFFORTS POUR METTRE, SANS DELAI, EN PLACE LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION.

LE REPRESENTANT SPECIAL PRESENTE SES CONDOLEANCES A LA FAMILLE DU DISPARU AINSI QU'AUX MEMBRES DU PARTI SOCIAL-DEMOCRATE.
(END).



COMMUNIQUE DU COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUAR

22 FEVRIER 1994

LE COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUAR DEMANDE A LA POPULATION DE KIGALI DE L'AIDER A MAINTENIR LE CALME DANS LA CAPITALE RWANDAISE EN EVITANT LES ATTROUPEMENTS ET EN NE CEDANT PAS A LA PANIQUE.

LES CASQUES BLEUS POURSUIVENT LEUR PATROUILLE DANS PLUSIEURS SECTEURS DE KIGALI ET RESTENT VIGILANTS. LES ELEMENTS DE LA POLICE CIVILE AINSI QUE LES FORCES MILITAIRES DE LA MINUAR SUIVENT LA SITUATION D'HEURE EN HEURE DE CONCERT AVEC LA GENDARMERIE ET LES AUTORITES COMPETENTES

ENCORE UNE FOIS, LA FORCE DES NATIONS UNIES ET LA GENDARMERIE RWANDAISE FONT TOUT LEUR POSSIBLE POUR ASSURER LA SECURITE DE TOUS LES HABITANTS DE LA VILLE DE KIGALI. LE CALME, LA DISCIPLINE ET L'ORDRE SONT ESSENTIELS POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF FIXE PAR L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA.



87.1

COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 17/94

RWANDA: LE REPRESENTANT SPECIAL CONDAMNE ENERGIQUEMENT LE MEURTRE DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

KIGALI, (BIEP), LE 22 FEVRIER 1994

LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU, M. JACQUES-ROGER BOOH-BOOH A CONDAMNE ENERGIQUEMENT LE MEURTRE DU MINISTRE RWANDAIS DES TRAVAUX PUBLICS, M. FELICIEN GATABAZI, DANS LA NUIT DE LUNDI A MARDI.

SELON LES PREMIERES INFORMATIONS DONT DISPOSE LA MINUAR, LE MINISTRE A ETE TUE PAR BALLE A SON DOMICILE PAR DES INDIVIDUS NON IDENTIFIES. UN DE SES GARDES DU CORPS A ETE EGALEMENT TUE ET UN AUTRE GRIEUEMENT BLESSE.

LE REPRESENTANT SPECIAL DECLARE QUE DES "ACTES DE CETTE NATURE NE PEUVENT QUE COMPLIQUER LA SITUATION POLITIQUE ET RENDRE ENCORE PLUS DIFFICILE LA SOLUTION DES PROBLEMES ACTUELS AU RWANDA".

LE PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE, PREOCCUPE PAR LE RETARD DE LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION, A INVITE LE 16 FEVRIER LES PARTIES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA A FAIRE FACE A LEURS RESPONSABILITES. LE CONSEIL A MANIFESTE SA "PROFONDE" PREOCCUPATION DEVANT LA DETERIORATION DE LA SECURITE, NOTAMMENT A KIGALI.

LE DR. BOOH-BOOH DEMANDE INSTAMMENT AUX RESPONSABLES POLITIQUES DE REDOUBLER D'EFFORTS POUR METTRE, SANS DELAI, EN PLACE LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION "A CE MOMENT TRAGIQUE DE L'HISTOIRE RWANDAISE". (END).

**Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda. Tél.: 8-4278/79/80/81/82/83/84/85**

Poste 1484/1488

T é l é f a x : 8 - 4 2 7 3

file : *ress*
sub

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
Archives BIEP

VU: P. Méhu *17-1*
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye, *✓*
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES
DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 17 FEVRIER 1994

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.
2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 5/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 12 FEVRIER AU 17 FEVRIER.

16 FEVRIER 1994: LES AMBASSADEURS AFRICAINS ACCREDITES AU RWANDA RENCONTRENT LE REPRESENTANT SPECIAL A L'AMBASSADE D'EGYPTE. ILS DEPLORENT L'ATTITUDE DES RESPONSABLES POLITIQUES RWANDAIS QUI N'ONT PAS ENCORE REUSSE A LEVER LES BLOCAGES A LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION.

16 FEVRIER 1994 : LE PREMIER MINISTRE DESIGNÉ, M. FAUSTIN TWAGIRAMUNGU PRESIDE A L'HOTEL MERIDIEN DE KIGALI UNE REUNION DES PARTIS QUI DOIVENT PARTICIPER AUX INSTITUTIONS DE LA TRANSITION. BUT DE LA RENCONTRE: ETUDIER LES PROPOSITIONS DU MRND POUR DEBLOQUER LA CRISE INSTITUTIONNELLE AU RWANDA. LE MRND ET LE PL SONT ABSENTS.



COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 16/94

PAGE 2

M. BOOH-BOOH A FAIT SAVOIR AUX AMBASSADEURS AFRICAINS QUE LE CONSEIL DE SECURITE SUIV AVEC PREOCCUPATION L'EVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE AU RWANDA ET S'APPRETE A PUBLIER UNE DECLARATION DE SON PRESIDENT POUR APPELER LES PARTIES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA A POURSUIVRE LE DIALOGUE ET A COOPERER FRANCHEMENT AVEC L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES.

LE REPRESENTANT SPECIAL EST D'AVIS QUE LA MINUAR NE SERA PAS ASSUREE DU SOUTIEN CONTINU DU CONSEIL DE SECURITE TANT QUE LES RWANDAIS N'AURONT PAS FAIT DES PROGRES SUBSTANTIELS ET NOTABLES DANS LA MISE EN OEUVRE DU PROCESSUS DE PAIX.

EN ATTENDANT, LA SITUATION SUR LE PLAN DE LA SECURITE DANS LE PAYS SE DETERIORE CONSIDERABLEMENT. AU COURS DE LA SEMAINE DERNIERE, DES ACCROCHAGES ONT EU LIEU DANS LA ZONE DEMILITARISEE, METTANT AUX PRISES DES SOLDATS GOUVERNEMENTAUX ET DES FORCES DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS. ON A DEPLORE TROIS MORTS ET DES BLESSES, A PRECISE LE REPRESENTANT SPECIAL.

LA MINUAR EST EGALEMENT EN POSSESSION DE PREUVES PROUVANT L'EXISTENCE DE CAMPS D'ENTRAINEMENT POUR LES NOUVELLES RECRUES. IL Y AURAIT EGALEMENT UNE DISTRIBUTION MASSIVE D'ARMES DE DIFFERENTS CALIBRES A LA POPULATION QUI INDIQUE UNE ATTITUDE DES PARTIES PLUS TOURNEES VERS LA CONFRONTATION ARMEE QUE VERS L'EXECUTION DE L'ACCORD DE PAIX.

LES AMBASSADEURS AFRICAINS ONT SALUE LES EFFORTS DU REPRESENTANT SPECIAL ET LUI ONT REITERE LEUR SOUTIEN SANS FAILLE. ILS ONT LANCE UN APPEL AUX RESPONSABLES POLITIQUES RWANDAIS POUR QU'ILS FASSENT PREUVE DE MATURITE ET DU SENS DE RESPONSABILITE AFIN DE SORTIR DE L'IMPASSE ACTUELLE QUI EST LOURDE DE CONSEQUENCES POUR LA PAIX ET LA SECURITE. (END).

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda: Tél.: 8-4278/79/80/81/82/83/84/85
Poste 1484-1428
Téléfax: 8-4275

N. Kuo Buo
In: Pres

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K. Buo
Archives BIEP

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES
DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 16 FEVRIER 1994

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.

2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 4/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 4 FEVRIER AU 11 FEVRIER.

11 FEVRIER 1994: VISITE DE M. BRONEK SZYNALSKI, DIRECTEUR DE LA DIVISION DES URGENCES DU PAM A ROME. LE RESPONSABLE DU PAM CONFIRME AUX RESPONSABLES POLITIQUES RWANDAIS QUE L'ORGANISATION POURSUIVRA SON AIDE AUX POPULATIONS VICTIMES DE LA GUERRE ET DE LA FAMINE.

11 FEVRIER 1994: VISITE DU SENATEUR ET ANCIEN PREMIER MINISTRE BELGE, M. WILFRIED MARTENS. IL AFFIRME LA NECESSITE DE METTRE EN PLACE AU PLUS TOT LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION.

11 FEVRIER 1994 : POINT DE PRESSE DU REPRESENTANT SPECIAL AU SIEGE DE LA MINUAR. M. BOOH BOOH ANNONCE QUE LES PARTICIPANTS A LA REUNION POLITIQUE DE HAUT NIVEAU TENU LA VEILLE AU SIEGE DE LA MISSION DECIDENT EN PRINCIPE DE METTRE EN PLACE LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION LE LUNDI 14 FEVRIER.



Re: press

MA

**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 15/94**

CRISE RWANDAISE: LE REPRESENTANT SPECIAL DEMANDE AUX PARTIS POLITIQUES DE PRENDRE LEURS RESPONSABILITES.

KIGALI, (BIEP), 14 FEVRIER 1994.

LE REPRESENTANT SPECIAL DE L'ONU POUR LE RWANDA, LE DR. JACQUES-ROGER BOOH-BOOH A CLOTURE DIMANCHE LA TROISIEME RENCONTRE ENTRE LES PRINCIPAUX RESPONSABLES POLITIQUES DES PARTIS QUI DOIVENT PARTICIPER AUX INSTITUTIONS DE LA TRANSITION EN LEUR DEMANDANT D'ASSUMER TOTALEMENT LEUR RESPONSABILITE FACE AU VIDE INSTITUTIONNEL ACTUEL.

LORS DES RENCONTRES DES 7 ET 10 FEVRIER, LES PARTIS ETAIENT TOMBES D'ACCORD POUR LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS CE LUNDI 14 FEVRIER, MEME SI LE PARTI LIBERAL CONTINUAIT A CONNAITRE DES DISSENSIONS. LES REPRESENTANTS DU MRND ET LE DIRECTEUR DE CABINET DU PRESIDENT AVAIENT NEANMOINS EMIS DES RESERVES SUR L'OPPORTUNITE D'EN FIXER LA DATE AVANT QUE LE PARTI LIBERAL N'AIT RESOLU SON PROBLEME.

DES ASSURANCES AYANT ETE DONNEES QUE LA PLACE DU PARTI LIBERAL DANS CES INSTITUTIONS NE SERAIT PAS REMISE EN QUESTION, LE REPRESENTANT SPECIAL AVAIT DEMANDE AUX PARTIS DE LE RENCONTRER A NOUVEAU DIMANCHE POUR METTRE AU POINT LES DETAILS DE LA CEREMONIE.

LE REPRESENTANT SPECIAL A POURSUIVI VENDREDI ET SAMEDI SES CONSULTATIONS AVEC LES RESPONSABLES DE LA MOUVANCE PRESIDENTIELLE, LE PREMIER MINISTRE DESIGNÉ, LES RESPONSABLES DES DEUX TENDANCES DU MDR, LES DIRIGEANTS DU FPR, ET LES CHEFS DES DEUX FACTIONS DU PARTI LIBERAL.

"NOUS ETIONS PROCHES DU BUT", A DIT M. BOOH-BOOH, ET "JE REGRETTE LES TERGIVERSATIONS DE CERTAINS RESPONSABLES POLITIQUES QUI AU COURS DE CE PROCESSUS ONT UTILISE LE DOUBLE LANGAGE."

MANIFESTEMENT IL EST APPARU QUE LES DISSENSIONS AU SEIN DU PL, LA CRISE AU MDR ET LES RESERVES DU MRND NE POUVAIENT FAVORISER LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS A LA DATE PREVUE.

LES PARTICIPANTS A LA REUNION ONT REMERCIÉ LE REPRESENTANT SPECIAL POUR LES EFFORTS QU'IL A FOURNIS POUR DEBLOQUER LA CRISE INSTITUTIONNELLE RWANDAISE ET ONT SOUHAITE QUE LES NEGOTIATIONS SE POURSUIVENT. (END).

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda: Tél: 8-4278/79/80/81/82/83/84/85
Poste: 1484
Téléfax: 8-4275



COMMUNIQUE DE PRESSE

NO 14/94

KIGALI, (BIEP), 11/02/1994

RWANDA: LE REPRESENTANT SPECIAL PROPOSE QUE LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION SOIENT MISES EN PLACE LE 14 FEVRIER 1994

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. R.J. BOOH-BOOH, REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, ET EN PRÉSENCE DE L'AMBASSADEUR DE TANZANIE, REPRÉSENTANT LE FACILITATEUR, LE PREMIER MINISTRE, LE PREMIER MINISTRE DÉSIGNÉ, LE DIRECTEUR DE CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LES RESPONSABLES DU MRND, DU MDR, PL, PSD, PDC ET LE FPR, SONT TOMBÉS D'ACCORD POUR ESTIMER QU'IL EXISTE UN CONSENSUS POUR LA MISE EN PLACE DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION.

LES ÉCHANGES DE VUE QUI ONT DURÉ ENVIRON SEPT HEURES AU SIÈGE DE LA MINUAR ONT PERMIS DE DÉGAGER DES PERSPECTIVES RÉALISTES POUR L'APPLICATION INTÉGRALE DE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA. LA VOLONTÉ DE SORTIR DE L'IMPASSE ÉTAIT ÉVIDENTE CHEZ TOUS LES PARTICIPANTS QUI ONT ESTIMÉ QUE LE RWANDA ÉTAIT À LA CROISÉE DES CHEMINS ET QU'IL FALLAIT DE LA BONNE VOLONTÉ DE PART ET D'AUTRE POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF FIXÉ : LA PAIX ET LA RECONCILIATION NATIONALE BASÉES SUR DES ELECTIONS DÉMOCRATIQUES SOUS LA SUPERVISION DES NATIONS UNIES.

FAISANT LE POINT DES DISCUSSIONS À LA FIN DE LA RÉUNION, LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL A NOTÉ QUE MM. MUGENZI ET LANDO, LES DEUX RESPONSABLES DU PARTI LIBÉRAL SONT PRÊTS À POURSUIVRE LE DIALOGUE POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME QUI SE POSE À LEUR PARTI. IL A ÉGALEMENT ESTIMÉ QUE LES PARTICIPANTS À LA RÉUNION SONT D'ACCORD POUR QU'UN DÉLAI SUFFISANT SOIT ACCORDÉ AUX DEUX FACTIONS DU PARTI LIBÉRAL POUR LEUR PERMETTRE D'ARRIVER À UN COMPROMIS.

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda. Tél.: 84278/79/80/81/82/83/84/85
Poste 1484/1428 Telefax 8-4275



RWANDA

. 2 .

M. BOOH-BOOH A D'AUTRE PART ESTIMÉ QU'IL RESSORT DES ÉCHANGES DE VUE QUE LE MRND N'EST PAS FAVORABLE À L'INSTALLATION DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION SANS LA PARTICIPATION IMMÉDIATE DE PARTI LIBÉRAL, CAR SELON LUI, CELA ÉQUIVAUDRAIT À ADOPTER UNE ATTITUDE D'EXCLUSION CONTRAIRE À L'ACCORD DE PAIX.

SUR PROPOSITION DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL E DU REPRÉSENTANT DU FACILITATEUR, LES PARTICIPANTS À LA RÉUNION ONT DÉCIDÉ QUE L'ON DONNE AU PARTI LIBÉRAL JUSQU'AU DIMANCHE 13 FÉVRIER POUR TROUVER UNE SOLUTION À SES PROBLÈMES INTERNES. SI À CETTE DATE LE PARTI LIBÉRAL NE RESOLVAIT PAS SON PROBLÈME, LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION SERAIENT MISES EN PLACE LE 14 FÉVRIER, ÉTANT ENTENDU QUE LE PARTI LIBÉRAL PRENDRAIT PLEINEMENT SA PLACE DANS CES INSTITUTIONS DÈS QU'IL AURAIT APLANI SES DISSENSIONS.

TOUT EN PARTAGEANT LE CONSENSUS, LE MRND ET LE DIRECTEUR DU CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ONT EXPRIMÉ DES RÉSERVES SUR L'OPPORTUNITÉ DE FIXER UNE DATE POUR LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS AVANT QUE LE PARTI LIBÉRAL N'AIT RÉSOLU SON CONFLIT INTERNE ET QUE DES DIFFICULTÉS PERSISTANT AU SEIN DE QUELQUES PARTIS N'AIENT ÉTÉ PRÉALABLEMENT APLANIS. ILS ONT EXPRIMÉ LA VOLONTÉ DE N'EXCLURE AUCUN PARTI DU FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION.

DES ASSURANCES ONT ÉTÉ DONNÉES PAR LES PARTICIPANTS À SAVOIR QUE LE PARTI LIBÉRAL NE SERA PAS EXCLU DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION. LES POSTES QUI LUI REVIENNENT AU SEIN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE NE SERONT PAS ATTRIBUÉS À D'AUTRES PARTIS DE LA COALITION.

LE SOUCI MAJEUR DES PARTICIPANTS EST À LA FOIS DE PRIVILIGIER LES INTÉRÊTS SUPÉRIEURS DE LA NATION EN METTANT EN PLACE LES INSTITUTIONS ET LES DROITS RECONNUS AU PARTI LIBÉRAL PAR L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA.

**Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda. Tél.: 84278/79/80/81/82/83/84/85
Poste 1484/1428 Telefax 8-4275**



RWANDA

. 3 .

AVEC LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS LE 14 FÉVRIER 1994, LE RWANDA SERA ASSURÉ DE MIEUX GÉRER LES SÉQUELLES DE LA GUERRE ET DE POURSUIVRE NORMALEMENT SON DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PAR L'INTENSIFICATION DE SES RELATIONS AVEC L'ONU ET LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES DE BRETTON WOODS.

LE RWANDA PAR CETTE DÉCISION CONTRIBUERA ACTIVEMENT À L'ASSAINISSEMENT DE LA SITUATION POLITIQUE GÉNÉRALE DANS LA SOUS RÉGION.

ENFIN AVEC DES INSTITUTIONS STABLES LE RWANDA POURRA TIRER DE SA QUALITÉ DE MEMBRE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU UN RAYONNEMENT ACCRU SUR LE PLAN INTERNATIONAL. (END).

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda. Tél.: 84278/79/80/81/82/83/84/85
Poste 1484/1428 Telefax 8-4275



17.1

COMMUNIQUE DE PRESSE

NO 13/94

DES REPRESENTANTS DE LA SOCIETE CIVILE RWANDAISE ET LE
SECRETAIRE GENERAL DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EXPRIMENT
LEUR SOUTIEN AUX EFFORTS DU REPRESENTANT SPECIAL

KIGALI, (BIEP), 9 FEVRIER 1994

LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA, M. J.R. BOOH-BOOH, A RECU CE MATIN AU SIEGE DE LA MINUAR, LE SECRETAIRE GENERAL DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DU RWANDA ET LES REPRESENTANTS DE 37 ASSOCIATIONS FORMANT LA SOCIETE CIVILE RWANDAISE. LA DELEGATION DES ASSOCIATIONS ETAIT CONDUITE PAR L'ABBE HABIMANA, SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE DES EVEQUES CATHOLIQUES DU RWANDA. L'ABBE HABIMANA A REMIS AU REPRESENTANT SPECIAL LE TEXTE D'UNE DECLARATION ADOPTEE PAR LES ORGANISATIONS REPRESENTANT LA SOCIETE CIVILE RWANDAISE LORS DE LEUR REUNION AU CENTRE IWACO KABUSUNZU A KIGALI LE 7 FEVRIER 1994.

DANS CETTE DECLARATION, LES ASSOCIATIONS DEMANDENT AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET A TOUS LES AUTRES ACTEURS POLITIQUES INVESTIS PAR LA LOI FONDAMENTALE ET LES AUTRES LOIS DE TOUT METTRE EN OEUVRE, AFIN QUE LES INSTITUTIONS DE TRANSITION A BASE ELARGIE SOIENT MISES EN PLACE SANS DELAI. ELLES INFORMENT LE PUBLIC QUE SI LE BLOCAGE A LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS PERDURAIT, LA SOCIETE CIVILE CONSULTERAIT LE PEUPLE POUR QU'IL INSTALLE D'AUTRES DIRIGEANTS, D'AUTANT PLUS, AJOUTENT LES ASSOCIATIONS, QUE CEUX-CI N'ONT PAS ETE DEMOCRATIQUEMENT MANDATES PAR LE PEUPLE SOUVERAIN.

AU COURS DE LA RENCONTRE, L'ABBE HABIMANA A ESTIME QU'IL EST TEMPS QUE LES TERGIVERSATIONS CESSENT. ON NE PEUT PLUS

Bureau d'Information, d'Education et de presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda, Tel. 84 278/9/80/81/82/83/84/85
Poste 1484/1428 Telefax 84 275

HESITER, A-T-IL DIT, LES REFUGIES VEULENT RENTRER CHEZ EUX. LES POPULATIONS SONT PREOCUPEES PAR L'EFFONDREMENT DE L'ECONOMIE ET L'INSTABILITE ACTUELLE.

LE REPRESENTANT SPECIAL A DECLARE QUE LA SOCIETE CIVILE A PLEINEMENT SA PLACE DANS LA DEMOCRATIE QUE LES RWANDAIS VEULENT CONSTRUIRE. NOUS VOUS ENCOURAGEONS, A-T-IL DIT A APPORTER VOTRE CONTRIBUTION A UNE SOCIETE DEMOCRATIQUE ET TOLERANTE.

LA MINUAR, A RAPPELE LE REPRESENTANT SPECIAL A ETE INVITEE A ASSISTER LES RWANDAIS A METTRE EN OEUVRE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA. MAIS, A-T-IL DIT, LE TEMPS PASSE. SI RIEN N'EST FAIT, TOUTES LES AVENTURES DEVIENNENT POSSIBLE. IL FAUT COUTE QUE COUTE DEBLOQUER LA SITUATION POLITIQUE.

DE SON COTE, LE SECRETAIRE GENERAL DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU RWANDA, M. THOMAS KIGUFI A FAIT PART CE MATIN AU REPRESENTANT SPECIAL DE L'INQUIETUDE DES MILIEUX D'AFFAIRES DEVANT LE RETARD DANS LA MISE SUR PIED DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION.

M. KIGUFI A FAIT VALOIR AU REPRESENTANT SPECIAL QUE LE RWANDA RISQUE DE SE TROUVER EN ETAT DE BANQUEROUTE ECONOMIQUE SI LES NEGOCIATIONS QUI DOIVENT S'ENGAGER AVEC LES REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS DE BRETON WOODS SONT RENVOYEEES A UNE DATE INDETERMINEE.

LA CONFIANCE NECESSAIRE AUX INVESTISSEURS A DISPARU, A SOULIGNE M. KIGUFI, NOUS SERONS OBLIGES DANS LES PROCHAINES SEMAINES DE FERMER DES ENTREPRISES ET DE LICENCIER DES OUVRIERS.

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA CHAMBRE DU COMMERCE A TENU A SOULIGNER AU REPRESENTANT SPECIAL QUE LA SOCIETE CIVILE RWANDAISE PEUT ETRE UN PARTENAIRE DE LA MINUAR DANS PLUSIEURS DE SES TACHES, NOTAMMENT HUMANITAIRES. IL A PROMIS A M. BOOH-BOOH SON APPUI POUR LUI PERMETTRE DE MENER A BIEN LE MANDAT QUE LUI A CONFIE LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES.

LE REPRESENTANT SPECIAL A PRIS NOTE AVEC SATISFACTION DU SOUTIEN QUE LE SECRETAIRE GENERAL DE LA CHAMBRE DE COMMERCE A EXPRIME A LA MINUAR (END)

Bureau d'Information, d'Education et de presse (BIEP), MINUAR
Kigali, Rwanda, Tel. 84 278/9/80/81/82/83/84/85
Poste 1484/1428 Telefax 84 275



COMMUNIQUE DE PRESSE

NO 11/94

**CRISE RWANDAISE: LA CENTRALE SYNDICALE SE DECLARE
PRETE A APPUYER LES EFFORTS DU REPRESENTANT SPECIAL**

KIGALI, (BIEP), 5 FEVRIER 1994.

LA CENTRALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DU RWANDA (CESTRAR) LANCE UN APPEL PRESSANT AU REPRESENTANT SPECIAL POUR QU'IL INTERVIENNE, "PAR UNE ACTION POLITIQUE VIGOUREUSE", AUPRES DES PARTIES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA ET AUPRES DES FORCES POLITIQUES RWANDAISES AFIN QU'ELLES USENT DU SENS DU COMPROMIS POUR S'ENTENDRE SUR LA MISE EN PLACE RAPIDE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION A BASE ELARGIE.

DES RESPONSABLES DE LA CESTRAR ONT RENCONTRE VENDREDI AU SIEGE DE LA MINUAR LE REPRESENTANT SPECIAL POUR DEPLORER LE BLOCAGE "INJUSTIFIE" DANS LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION A BASE ELARGIE. SELON LA CESTRAR, CE BLOCAGE EST "LE FAIT D'HOMMES ET FEMMES POLITIQUES IRRESPONSABLES SOUCIEUX AVANT TOUT DE LEURS INTERETS EGOISTES".

DANS UN MEMORANDUM ADRESSE AU DR. BOOH-BOOH, LE BUREAU EXECUTIF NATIONAL DE LA CENTRALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DU RWANDA SE FELICITE DES EFFORTS DU REPRESENTANT SPECIAL POUR AIDER LE PEUPLE RWANDAIS A METTRE EN APPLICATION L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA ET A RETROUVER AINSI UNE PAIX DURABLE.

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR,
Kigali, Rwanda. Tel. 84 278/9/80/81/82/83/84/85
poste 1484/1428 Telefax 84 275

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K. Buu
Archives BIEP

VU: P. Méhu
Directeur,
BIEP

DE: A. Moctar Guèye,
Conseiller de Presse

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES
DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 4 FEVRIER 1994

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.
2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP NO 3/94
ACTIVITES POLITIQUES
SEMAINE DU 27 JANVIER AU 3 FEVRIER 1994

3 FEVRIER 1994: REUNION A LA PREFECTURE DE KIGALI ENTRE LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, LE MINISTRE DE LA DEFENSE, LE CHEF D'ETAT MAJOR DE LA GENDARMERIE, LE PREFET ET LE GENERAL DALLAIRE SUR LA SECURITE A KIGALI. UN PROJET DE DECLARATION SUR LES MOYENS DE METTRE UN TERME A L'ESCALADE DE LA VIOLENCE A CARACTERE POLITIQUE, EST A L'ETUDE.

1 FEVRIER 1994: DANS UN COMMUNIQUE DE PRESSE, LE COMITE NATIONAL DES INTERAHAMWE DU MRND DEMANDE AU MOUVEMENT DE JEUNESSE DU MRND DE NE PLUS PORTER LES HABITS AUX COULEURS DU PARTI. SELON LE COMITE, CERTAINES PERSONNES PORTENT DES HABITS AUX COULEURS DU PARTI AVANT DE COMMETTRE DES ACTES DE VIOLENCE DANS LE BUT D'EN FAIRE ENDOSSER LA RESPONSABILITE AUX INTERAHAMWE. LE COMMUNIQUE PRECISE QUE CES HABITS SONT CONFECTIONNES DANS UN PAYS VOISIN DU RWANDA ET QUE LE COMITE OFFRE UNE RECOMPENSE DE CENT MILLE FRANCS A TOUTE PERSONNE QUI INDIQUERAIT L'ENDROIT OU CES HABITS SONT STOCKES.



879

**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 10/94**

**RWANDA: LA MINUAR N'A PAS DE PRIX A PAYER POUR LA PAIX RWANDAISE,
SELON LE COMMANDANT DE LA FORCE**

KIGALI, (BIEP), 3 FEVRIER 1994.

LE COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUAR DECLARE QUE LA MISSION DE L'ONU N'EST PAS VENUE AU RWANDA PAYER LE PRIX DE LA PAIX. PRENANT LA PAROLE AU COURS D'UNE REUNION CET APRES-MIDI A LA PREFECTURE DE KIGALI, LE COMMANDANT DE LA FORCE, LE GENERAL ROMEO DALLAIRE A DENONCE LA RECENTE ATTAQUE A LA GRENADE CONTRE LE QUARTIER GENERAL DE LA MINUAR. "NOUS SOMMES ICI POUR VOUS AIDER A MAINTENIR LA PAIX", AT-IL-DIT, AJOUTANT QUE PLUSIEURS RWANDAIS ONT PAYE DE LEURS VIES L'ACCORD DE PAIX SIGNE A ARUSHA L'ETE DERNIER.

LA VILLE DE KIGALI A CONNU LA SEMAINE DERNIERE UNE SERIE DE VIOLENTES MANIFESTATIONS, ET LA DERNIERE EN DATE LE 26 JANVIER, A MIS AUX PRISES DES ELEMENTS DE LA GENDARMERIE NATIONALE ET DU BATAILLON DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS AUTOUR DU COMPLEXE DU CONSEIL NATIONAL DU DEVELOPPEMENT (CND). DES COUPS DE FEU ONT ETE TIRES EN L'AIR DES DEUX COTES.

DEPUIS LE 13 JANVIER DERNIER, LA GENDARMERIE NATIONALE ET LA MINUAR INTERVIENNENT AUPRES DE LA PREFECTURE DE KIGALI POUR QUE LES MANIFESTATIONS SOIENT INTERDITES DANS LE PERIMETRE DU CND. MALHEUREUSEMENT, IL N'A PAS ENCORE ETE POSSIBLE D'ARRIVER A UN ACCORD.

LA RENCONTRE D'AUJOURD'HUI A LAQUELLE ONT PARTICIPE LE MINISTRE DE LA DEFENSE, LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, LE DIRECTEUR GENERAL DU MINISTERE DE LA JUSTICE, LE CHEF D'ETAT MAJOUR DE LA GENDARMERIE NATIONALE, LE PREFET DE LA PREFECTURE DE LA VILLE DE KIGALI, ET LE SOUS PREFET DE LA SOUS-PREFECTURE KANAZI, A FAIT UN CONSTAT CRITIQUE DES EVENEMENTS VIOLENTS QUI ONT SECUE LA VILLE DE KIGALI.

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR,
Kigali, Rwanda. Tel. 84 278/9/80/81/82/83/84/85
poste 1484/1428 Telefax 84 275



COMMANDANT

. 2 .

LES BOURGMESTRES ET LES CONSEILLERS DE PLUSIEURS LOCALITES DE KIGALI QUI PARTICIPAIENT EGALEMENT A CETTE REUNION ONT EXPRIME LEURS PREOCCUPATIONS DEVANT LA RECRUESCENCE DE LA VIOLENCE A CARACTERE POLITIQUE ET DU BANDITISME ARME. CERTAINS ONT SUGGERE DE FOURNIR DES ARMES AUX CONSEILLERS, D'AUTRES ONT DEMANDE LA DISSOLUTION DES MOUVEMENTS DE JEUNESSE DES PARTIS POLITIQUES QUI SONT, DISENT-ILS, RESPONSABLES DES MANIFESTATIONS VIOLENTES DE CES DERNIERS JOURS.

POUR LE GENERAL DALLAIRE, IL FAUT UTILISER LE MINIMUM DE FORCE POUR REPRIMER LES MANIFESTATIONS ILLEGALES. IL A ANNONCE QUE LA MINUAR ETUDIE UNE REQUETE DES FORCES DE SECURITE RWANDAISES POUR LES EQUIPER DE MOYENS ANTI-EMEUTES N'INCLUANT PAS DES ARMES A FEU.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, M. MUNYAZESA FAUSTIN A SOULIGNE QUE LES BOURGMESTRES SONT EGALEMENT DES OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE ET A CE TITRE, ILS DOIVENT UTILISER CE POUVOIR POUR DEMANTELER LES ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS ARMES. IL A AJOUTE QUE LE CODE PENAL RWANDAIS PREVOIT DES SANCTIONS CONTRE CEUX QUI INCITENT A LA HAINE ET A LA VIOLENCE.

LE MINISTRE DE LA DEFENSE, M. BIZIMANA AUGUSTIN A DECLARE QUE SON BUREAU RECOIT QUOTIDIENNEMENT UNE MOYENNE DE TROIS CENTS (300) DEMANDES DE PORT OU D'IMPORTATION D'ARMES. ALORS QUE SEULEMENT QUATRE VINGTS (80) PERSONNES DANS TOUT LE PAYS ONT RECU L'AUTORISATION D'IMPORTER DES ARMES, LE RWANDA REGORGE POURTANT D'ARMES EN TOUS GENRES.

A L'INSTAR DU REPRESENTANT SPECIAL, LE COMMANDANT DE LA FORCE A AVERTI QUE LE RETARD DE LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION CREE DE NOUVEAUX PROBLEMES QUI S'ACCENTUERONT AVEC LA DETERIORATION DE LA SECURITE. IL A REITERE LA VOLONTE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE D'APPORTER SON SOUTIEN A LA MINUAR DANS SA MISSION DE PAIX AU RWANDA. (END).

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR
Kigali, RWANDA: Téléphone: 84 278/79/80/81/82/83/84/85
poste: 1434
Téléfax: 84 275

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
INTEROFFICE MEMORANDUM

NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
MEMORANDUM INTERIEUR

UNAMIR - MINUAR

2 février 1994

A: Monsieur J.R. BOOH-BOOH
Représentant Spécial

DE: P. MEHU
Directeur et Porte-Parole (BIEP)



OBJET: Projet d'information et d'éducation du
peuple rwandais

L'Administrateur de l'Agence Podium m'a remis ce matin le projet d'information et d'éducation du peuple rwandais que je lui avais demandé de me soumettre dans les plus brefs délais (copie ci-jointe).

Le projet correspond, à mon avis, à l'objectif que nous nous sommes fixé et son coût est relativement modeste compte tenu de son ampleur.

Je vous serais reconnaissant de me faire savoir au plus tôt si je peux aller de l'avant afin que nous puissions être pleinement opérationnels dans les prochaines semaines.

Avec mes salutations.

cc Dr. Kabia
M. Kane
M. Kum Buo
M. Gueye

PROJET D'INFORMATION ET D'EDUCATION
DU PEUPLE RWANDAIS

ETUDE REALISE DANS LE CADRE DE LA MISSION
DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

Par

Maître NDASHIMYE Bernardin
Administrateur de l'Agence PODIUM

Rigali Janvier 1994

PLAN

O. INTRODUCTION

1. Source d'inspiration
2. Intérêt du travail

I. DE LA CAMPAGNE D'ALERTE AUX DANGERS DES MINES

A. OPPORTUNITE D'INTERVENTION

B. MOYENS A METTRE EN OEUVRE

1. Des spots publicitaires
2. Des dépliants à distribuer ou à afficher
3. De la formation sur terrain
4. Des message donnés par les brigadiers, les responsables des centres scolaires et les chefs religieux.
5. Des annonces dans les journaux

C. BESOINS FINANCIERS

1. Dépenses relatives aux spots publicitaires
 - a. Dépenses relatives à la conception
 - b. Dépenses relatives à la diffusion
2. Dépenses relatives aux dépliants
 - a. Frais de conception
 - b. Frais d'imprimerie
3. Dépense relatives à la formation sur terrain
 - a. Frais pour la formation de 40 formateurs
 - b. Frais pour les descentes
 - c. Divers imprévus
4. Dépenses relatives aux annonces dans les journaux
 - a. Conception
 - b. Frais de publication

II. DE L'INTERVENTION AUX PEUPLES RWANDAIS A LA COLLABORATION AVEC LA MINUAR

A. OPPORTUNITE DE L'INTERVENTION

B. MOYENS A METTRE EN OEUVRE

1. Dépliant à mettre en oeuvre
2. Des spots publicitaires
3. Des annonces dans les journaux

C. BESOINS FINANCIERS

1. Dépenses relatives aux spots publicitaires
2. Dépenses relatives aux dépliants
3. Dépenses relatives aux annonces dans les journaux

III. DE L'INFORMATION AUX REFUGIES

A. OPPORTUNITE DE L'INFORMATION

B. MOYENS A METTRE EN OEUVRE

1. Messages à diffuser aux radios des pays limitrophes du Rwanda
2. Des spots publicitaires
3. Des dépliants

C. BESOINS FINANCIERS

1. Dépenses relatives au message
2. Dépenses relatives aux spots publicitaires
3. Dépenses relatives aux dépliants

CONCLUSION

ANNEXE: Lettre du 4 Janvier 1994
Rapport du secrétaire général de l'ONU (S2688)

INTRODUCTION

1. Source d'inspiration

C'est en lisant le discours du Secrétaire Général des Nations Unies au Conseil de Sécurité du 24.Sept.1993 (rapport No S2688) que nous avons eu l'idée de collaborer avec la MINUAR sur l'exécution du projet d'information et d'éducation du peuple Rwandais. Car, il est vrai que c'est rapport même qui d'une façon plus ou moins exhaustive essayait d'énumérer quels devaient être les domaines d'intervention de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda qui allait être dépêchée sur Kigali.

Dans la suite, à tête reposée, nous avons essayé de mûrir l'idée et par notre initiative avons suggéré d'être votre partenaire du moins dans un domaine qui est le notre à savoir la sensibilisation et l'information à grande échelle.

Peu après, nous avons commencé nos premiers contacts avec la MINUAR par le truchement de l'Ambassadeur Bonaventure UBALIJORO en sa qualité d'agent de liaison entre la MINUAR et le Gouvernement Rwandais. C'est ce dernier qui nous a mis en contact avec le responsable du Bureau d'information, éducation et presse, Monsieur Pierre MEHU avec qui dans la suite nous avons eu des entretiens et à la demande de qui nous avons remis un mémo qui sommairement expliquait ce que nous souhaitions faire pour vous.

Et, assez satisfait de son contenu qu'il avait expliqué à ces collaborateurs, Monsieur MEHU nous invita à détailler notre mémo et surtout de l'accompagner des besoins financiers que nécessitait l'exécution du projet.

C'est donc dans ce cadre que s'inscrit le présent document que nous soumettons à la MINUAR.

2. Intérêt du travail

Pour mieux réussir les objectifs de sa leçon, l'instituteur doit connaître ses élèves. De même pour former, informer, il faut connaître suffisamment le destinataire. Ainsi, nous semble t-il, à la MINUAR s'impose la nécessité d'un collaborateur local qui, imprégné des réalités du pays serait un bon partenaire dans ses besoins d'information, d'éducation et de sensibilisation.

En sus de cela, un autre argument plaide pour la nécessité de chercher un collaborateur local: pour pouvoir communiquer il faut connaître le langage du destinataire (langue, moeurs, coutumes, tabous, significations de gestes, de couleur, dans une société donnée).

Ainsi, l'intérêt du projet est d'autant plus important que ses grandes lignes se retrouvent dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies au Conseil de Sécurité du

24. Sept. 1993 (S2688) spécialement dans ses 54ème et 57ème paragraphes.

Pour mettre un point à cette partie introductive de l'étude que nous avons faite sur le projet d'information et éducation du peuple rwandais, nous précisons que son champ d'action se résume en trois domaines d'intervention que sont la campagne d'alerte aux dangers des mines (I), l'invitation du peuple rwandais à collaborer avec la MINUAR (II), et l'information au réfugiés (III).

I. DE LA CAMPAGNE D'ALERTE AUX DANGER DES MINES

A. OPPORTUNITE DE L'INTERVENTION

Couteux peut être, le projet d'alerter les rwandais aux dangers des mines est aussi salulaire pour les milliers d'honnêtes paysans, d'innocents enfants bergers ou allant puiser de l'eau, qui risquent de sauter sur l'une ou l'autre mine placée par les antagonistes d'hier dans les zones de combat.

A cet égard, notre projet se bornera à transmettre profondément le message d'alerte aux dangers des mines contenant toutes les informations préventives (par quoi se reconnaît une mine, les dangers d'une mine, urgence en cas d'accident, que faire pour ne pas sauter dessus) à toutes les couches de la population (illettrés ou pas, possesseurs des postes de radio ou pas, ruraux ou citadins) et d'une façon particulières aux populations des préfectures Byumba et Ruhengeri théâtre de durs affrontements des deux belligérants de la guerre d'Octobre.

Le projet présente encore un intérêt dans un pays comme le Rwanda, où les tous premiers destinataires (habitants de la zone de combat) sont dépourvus de tous les moyens d'information car un grand nombre d'entre eux sont analphabètes et leurs postes de Radio ont été soit pillées soit vendues à un prix vil pour leur survie. C'est ici que l'intervention de la MINUAR cesse d'être un devoir pour devenir une obligation du moins morale.

A cet égard, divers moyens seront mis en oeuvre soit séparément, soit cumulativement pour que le message d'alerte aille droit aux destinataires:

B. MOYENS A METTRE EN OEUVRE

Comme nous l'avons dit ci-haut, il faudra des moyens assez diversifiés pour pouvoir toucher toutes les couches de la population: de la radio, aux journaux et dépliants en passant par les descentes sur terrain et communiqués lus sur les places publiques.

1. Les spots publicitaires radio contenant un message d'alerte aux dangers des mines

Pourquoi des spots publicitaires et non d'ordinaires émissions et messages donnés à la radio?

En effet, vis à vis des autres émissions et messages donnés à la radio, des spots publicitaires présentent un avantage certain:

- Leur contenu bref et précis moins ennuyant est facilement retenu en toute entièreté.
- Souvent précédés par un indicatif fort (élément sonores en musique, en cris naturels ou autres bruitages) qui attire l'attention des auditeurs; ils ne passent pas inaperçus et sont de ce fait écoutés par beaucoup d'auditeurs.
- Placés aux temps forts de la journée (très tôt le matin, juste avant et après le journal parlé ou les communiqués nécrologiques, au cours des émissions les plus enviées) les spots publicitaires ont le plus de chance de tomber dans l'oreille de la majorité des auditeurs.
- Psychologiquement étudiés et minutieusement analysés, les spots publicitaires véhiculent un message qui laisse des commentaires, qui laisse des traces dans l'esprit des auditeurs car ils sont souvent exprimés sous forme d'une mise en scène ou d'un monologue au rythme poétique garnis d'humour ou de phrases hautement émotionnelle.

2. Les dépliants à distribuer et à afficher

Comparés aux spots publicitaires, le dépliant présente un autre avantage que nul ne peut ignorer: celui de pouvoir exprimer les gestes et les mouvements car il peut contenir des photos ou des dessins.

La sagesse romaine nous apprend que "**scripta manent verba volent**" Il en va ainsi du dépliant car grâce à celui-ci le message pourra se transmettre de main à main tout en gardant fidèlement son contenu originaire contrairement au message oral qui en se transmettant de bouche à oreille est sujet à diverses détériorations et transformations de tout genre.

A cet effet, le dépliant aura pour support les dessins et autres illustrations expressives du message; le dépliant sera en outre caractérisé par sa brièveté, sa clarté, sa précision et sa concision.

Après, les dépliants suivront un double circuit pour leurs distribution: le circuit Préfecture-Commune-Secteur-Cellule que nous appelons circuit des institutions politico-administrative ou le circuit Arrondissement scolaire-inspection scolaire-Direction scolaire-Centre scolaire que nous appelons circuit des organes de l'éducation.

3. De la formation sur terrain comme moyen d'alerte aux

dangers des mines.

Ce moyen nous permettra de nous adresser à ceux là qui, en plus de ne pas avoir de postes de radio ni chez eux ni dans leur proche voisinage, ne savent pas lire les dépliants ou autre communiqués écrits ou même ne les auront pas reçus. D'où nous nous permettons de souligner l'ultime nécessité de cette formation sur terrain même si est elle couteuse.

Dans le but de renforcer la nécessité de recourir à cette méthode pour atteindre l'objectif d'alerter les rwandais aux dangers des mines, soulignons qu'elle présente un autre avantage: celui de permettre de toucher la zone à sensibiliser dans toutes ses dimensions car il est vrai, il se fonde sur un morcellement géographique de la zone à sensibiliser.

Concernant la mise en oeuvre de cette méthode, une triple démarche nous est imposée:

En premier lieu nous recevrons les spécialistes de la MINUAR le message brut d'alerte aux dangers des mines et nous le traduisons en Kinyarwanda et dans le contexte rwandais.

En deuxième lieu nous même procéderons à la formation d'une équipe de 40 personnes qui vont nous aider à former nos antennes dans les communes. Parmi les 40 formateurs, 33 seront directement prêts à descendre dans les 33 communes des préfectures Byumba et Ruhengeri et les 7 autres seront en réserve en attendant de remplacer l'un ou l'autre des 33 qui serait empêché. La formation s'étendra sur trois jours au cours desquels ils apprendront le contenu du message à transmettre et ses mécanisme de transmission (carte géographique, méthodologie, facilité d'intégration etc...).

En troisième lieu chaque formateur parmi les 33 se rendra dans une des 33 communes (16 de Ruhengeri et 17 de Byumba). Là, ils vont expliquer aux responsables des centres scolaires, conseillers communaux et représentant religieux le contenu du message dont une copie écrite leur sera laissée. Il importe peu de signaler que la transmission du message rentrant dans l'exécution quotidienne des tâches dévolues aux antennes ci-haut énumérés (conseillers communaux, responsables des centres scolaires et représentants religieux), le formateur leur invitera sans insister à une fidèle transmission surtout que leurs responsables hiérarchiques auront été préalablement avisés.

4. Du message donné par les représentants religieux, les brigadiers communaux et les responsables des centres scolaires

Les représentants religieux: abbés, pasteurs et imams après la célébration pourront (et c'est un devoir de charité) lire aux fidèles les explications du message d'alerte qui leur aura été remis. De même feront les responsables des centres scolaires aux enseignants, aux élèves et leurs parents lors de

la réunion de l'école, de même le feront les brigadiers communaux où leur émissaires à l'aide d'un porte voix sur les places publiques (marchés, réunion communale...)

En guise de précision, ici nous ne voulons et nous ne pouvons d'ailleurs pas être exhaustifs quand à l'énumération des lieux de prédication du message car chaque fois qu'un rassemblement public s'improvisera les responsables locaux en profiteront. le soucis est d'ordre public.

5. Des annonces dans les journaux.

Ce dernier moyen loin d'être aussi efficace que les quatre premiers (car nous aurons à nous adresser à un public à majorité analphabètes et dont la majorité du peu de lettrés qu'il y a n'ont pas de moyens pour se procurer un journal) n'est pas à négliger pour une raison majeure avancée par la quasi totalité des stratèges de la communication: en effet on n'apprend pas seulement ce qu'on a lu soi même plutôt souvent ce qu'on apprend l'on l'apprend par ceux qui l'ont lu. C'est sur cette réflexion que nous nous permettons de projeter que les messages dans les journaux pourront être lu par l'élite intellectuel local qui naturellement en fera des commentaires ou pourra les raconter à ses voisins, ses collègues, ses subalternes ou autres membres de son entourage.

C. LES BESOINS FINANCIERS

1. Les dépenses relatives aux spots publicitaires-radio

a. Dépenses relatives à la conception, réalisation et production

. Achat de la bande magnétique	= 5.000
. Frais de location studio d'entraînement	= 15.000
. Rémunération des acteurs	= 20.000
. Droits d'auteurs du texte et des élément sonores	= 40.000
. Travaux de mixage et contrôle du son.....	= 15.000
. Déplacement des acteurs.....	= 5.000
. Divers (logistiques)	= 5.000
. TOTAL	=105.000

b. Dépenses relatives à la diffusion

Le coût de diffusion à la radio Rwanda est le suivant:

- . 80 Frs par le seconde le matin
- . 30 Frs par seconde à midi
- . 60 Frs par seconde le soir
- . 100 Frs par seconde au cours de la diffusion du théâtre
ou d'une autre émission ou reportage

On en déduit que pour nos spots publicitaires qui en moyenne seront de 50 secondes chacun, la diffusion pendant 3 jours le matin, à midi, le soir et 5 fois au cours d'une pièce théâtrale radiodiffusée coûtera:

. Les matinées:	80 Frs x 50 x 30	= 120.000 Frs
. Les midis:	30 Frs x 50 x 30	= 45.000 Frs
. Les soirs:	60 Frs x 50 x 30	= 90.000 Frs
. Cinq fois mardi soir au cours du théâtre:		
	100 Frs x 50 x 15	= 25.000 Frs
. Coût total de diffusion		= 280.000 Frs

Soit Coût de conception + Coût de diffusion : 280.000
+ 104.000
= 384.000 Frs

2. Coût des dépliants à distribuer ou à afficher

. Frais relatifs à l'élaboration, analyse des textes et honoraires de l'artiste dessinateur: 30.000 Frs

. Frais d'imprimerie: 40 Frs/pièce et pour 10.000 dépliants soit 333 dépliant par commune de Ruhengeri et de Byumba. Le coût sera: 40 Frs x 10.000 = 400.000 Frs

. TOTAL:.....= 430.000FRS

3. Coût de la formation sur terrain

Frais pour la formation de 40 formateurs pendant 3 jours

. Frais de restauration:	1000 Frs x 3 x 40	= 120.000 Frs
. Frais de logement:	1250 Frs x 3 x 40	= 150.000 Frs
. Jetons de présence:	3000 Frs x 3 x 40	= 360.000 Frs

Soit Coût total de la formation = 630.000 Frs

Frais de descente dans les communes pour les 33 formateurs

. Frais de location moyen de déplacement:	5000x33=	
160.500 . Frais de carburant pour 33 formateurs:		
4000x33=	130.200	
. Frais de restauration	1000x33=	33.000
. Jetons de présence	3000x33=	99.000
TOTAL		429.000

Divers imprévus 100.000

Coût total de la formation 1.159.000 Frs

4. Coût des annonces dans les journaux

. Conception des slogans: 10.000 Frs

. Publication : 20.000 Frs

Soit 2 publications dans 10 journaux les plus lus
: 20.000x10x2 = 400.000 Frs

II. DE L'INVITATION AU PEUPLE RWANDAIS A COLLABORER AVEC LA MINUAR

A. OPPORTUNITE DE L'INTERVENTION

Selon nos observations une chose est sûre la quasi-totalité des Rwandais ignorent ce que c'est la MINUAR, dans quel cadre s'inscrit sa mission, quelles en sont les limites du champ d'intervention, comment collaborer,..... Et malheureusement toutes ces informations sont nécessaires pour la réussite de la mission que la MINUAR s'est assignée. Car pour atteindre ses objectifs, la MINUAR aura besoin de la contribution même symbolique de tout citoyen rwandais.

Cette collaboration ne relève pas de la pure théorie car il est vrai que les citoyens rwandais seraient de bons partenaires par exemple pour prévenir la MINUAR d'un danger, d'un piège qu'on lui a tendu, pour signaler les caches d'armes clandestines, pour dénoncer les trafics et détournement de l'aide humanitaire, etc....

Etant donné que cette collaboration est indispensable et que comme nous l'avons vu, pour collaborer on doit se connaître, tous les moyens possibles seront mis en oeuvre. Nous comptons avoir recours à:

- . 2 spots publicitaires de 50 secondes chacun à diffuser pendant 30 jours
- . de 14.500 dépliants soit 100 dépliants par commune
- . des annonces dans les journaux.

B. MOYENS A METTRE EN OEUVRE

1. Des dépliant comme moyens de faire connaître la MINUAR

Un dépliant conçu en langue nationale, avec quelques illustrations, avec un texte bref mais précis et concis serait un bon instrument pour faire connaître la MINUAR.

La publication du dépliant serait plus ou moins régulière et comprendrait des informations variées telle que entre autre (les suggestions de la MINUAR, les besoins de la MINUAR, message de paix, les avis de la MINUAR sur telle ou telle situation,.....).

Chaque commune devrait recevoir au moins en moyenne 100 dépliants qui seront ensuite distribués dans les secteurs et cellules pour affichage, soit au total 14.500 dépliants pour 145 communes. Les dépliants seront déposés aux chef-lieux des

préfectures d'où ils seront envoyés aux bureaux communaux.

2. Des spots publicitaires comme moyen de faire connaître la MINUAR et d'inviter les rwandais à collaborer

Il nous est nécessaire de répéter l'efficacité des spots publicitaires par rapport à d'autres instruments de campagne car elle a été évoquée au point I.B.1 de ce document. On aura besoin de deux spots publicitaires à diffuser pendant 15 jours chacun ayant en moyenne 50 seconde.

3. Des annonces dans les journaux.

Celles-ci seront occasionnelle selon que la MINUAR aura un message à faire passer.

C. BESOINS FINANCIERS

1. Les dépenses relatives aux spots publicitaires
a. Dépense relatives à la diffusion

. Le matin: $80 \text{ Frs} \times 15 \times 50 \times 2 = 120.000 \text{ Frs}$
. Les midi: $30 \text{ Frs} \times 15 \times 50 \times 2 = 45.000 \text{ Frs}$
. Les soirs: $60 \text{ Frs} \times 15 \times 50 \times 2 = 90.000 \text{ Frs}$
. 5 fois mardi soir (théâtre): $100 \text{ Frs} \times 5 \times 50 = 25.000$
TOTAL: = 280.000 Frs

b. Dépenses relatives à la conception, réalisation et production

$104.000 \text{ Frs} \times 2 = 208.000 \text{ Frs}$
Coût total = $280.000 \text{ frs} + 208.000 \text{ Frs} = 488.000 \text{ Frs}$

2. Dépenses relatives aux dépliants

a. Conception du texte et rémunération de l'artiste dessinateur: 30.000 Frs

b. Frais d'imprimerie: $40 \text{ Frs} \times 14.500 = 580.000 \text{ Frs}$

Coût Total: 610.000 Frs

3. Dépense relatives aux annonces dans les journaux

a. Dépenses relatives à la conception des slogans: 10.000 Frs

b. Dépenses relatives à la publication: 20.000x10x2=400.000 Frs

Coût Total: 410.000 Frs

Coût du deuxième volet:

. Spot publicitaire	= 408.000 Frs
. Dépliants	= 610.000 Frs
. Annonces dans les journaux	= 410.000 Frs
TOTAL:	=1.508.000 Frs

III. DE L'INFORMATION AUX REFUGIES

A.OPPORTUNITE DE L'INFORMATION

Dans le 54^e paragraphe du rapport du Secrétaire Général de l'ONU au Conseil de Sécurité du 24 Septembre 1993 (S2688) il est stipulé que "il a été recommandé de lancer une campagne d'information dans les pays d'asile et au Rwanda en vue de faire connaître les dispositions de l'Accord de Paix. Des informations relatives aux réfugiés et aux droits qui leurs sont offerts (rapatriement, naturalisation ou conservation du Statut d'étranger) devraient également être données dans le cadre de cette campagne".

Et ces informations sont d'autant plus nécessaires qu'elles permettront les réfugiés à opérer un choix personnel entre le rapatriement, la naturalisation ou la conservation du statut d'étranger.

Nous ne pouvons pas oublier que plus l'information sera donnée à temps, plus le processus de rapatriement sera activé.

Aussi, l'intervention de la MINUAR dans ce sens est d'autant impérieux qu'on se trouve devant l'obligation d'effacer les rumeurs qui d'un côté découragent les réfugiés qui optent pour le rapatriement et qui erronément apprennent que rentrer égal mourir que les luttes fratricides continuent et de l'autre côté lesquelles rumeurs se révèlent hostiles à la future bonne cohabitation des rapatriés et des Rwandais de l'intérieur qui erronément apprennent que les rapatriés viendront leur rafler leur terres et d'autres biens.

B. MOYENS A METTRE EN OEUVRE

1. De l'information aux réfugiés dans les pays d'asile

Elaboration d'un message en Kinyarwanda, Français et

Anglais à faire passer sur les ondes des Radio des pays limitrophes qui abritent la quasi totalité des réfugiés rwandais (Radio Burundi, La Voix du Zaïre, Radio Naïrobi, Radio Kampala et Radio Dar-Es-Salaam).

Ce message contiendra des explications sur le triple choix offert aux réfugiés Rwandais et sur les modalités de rapatriement. Ce sera aussi une occasion de les tranquilliser, leur informer sur le retour de la paix et sur le bon accueil que leur réservent leurs frères de l'intérieur.

La diffusion sur les antennes des Radio des pays limitrophes sera détenue par l'intervention de nos ambassades dans ces pays auprès du Ministère ayant les Relations Extérieures dans ses attributions.

2. De l'information aux Rwandais de l'intérieur sur le retour des réfugiés.

Nous ferons recours à deux spots publicitaires Radio:

- Un spot publicitaire dissipant la rumeur selon laquelle les réfugiés viendront rafler les terres et les biens de ceux qui vont les accueillir.
- Un spot publicitaire invitant les rwandais de l'intérieur à la réconciliation nationale et à réserver un bon accueil aux réfugiés qui auront opté pour le rapatriement.

Il faudra aussi 14.500 dépliantes soit 100 dépliantes par commune, lesquels dépliantes véhiculeront le même message que celui des spots publicitaires Radio.

C. BESOINS FINANCIERS

1. Dépenses relatives au message à diffuser sur les radio des pays limitrophes

. Elaboration d'un message en kinyarwanda, en français et en Anglais = 30.000 Frs

. Diffusion du message: gratuite si nous comptons sur l'intervention de nos ambassades.

2. Dépenses relatives aux spots publicitaires

. Conception de 2 spots = 104.000 Frs x 2 = 208.000 Frs

. Diffusion de 2 spots pendant 30 jours chacun ayant 50"

. Les matinées = 80 Frsx50x30x2 = 240.000 Frs
. Les midis = 30 Frsx50x30x2 = 90.000 Frs

.Les soirées = 60 Frsx50x30x2 = 180.000 Frs
.Théâtre =100 Frsx50x30x2 = 50.000 Frs

TOTAL 560.000 Frs

3. Dépenses relatives aux dépliantes

. Dépenses relatives à l'élaboration et rémunération de
l'artiste dessinateur: 30.000 Frs

. Frais d'imprimerie: 14.500 x 40 = 580.000 Frs

TOTAL: 610.000 Frs

Coût du 3 volet: 30.000 Frs
560.000 Frs
610.000 Frs
1.200.000 Frs

Soit Coût total du projet:

. CAMPAGNE D'ALERTE AUX DANGERS DES MINES: 2.383.000 FRs

. INVITER LES RWANDAIS À COLLABORER AVEC LA MINUAR: 1.508.000

. INFORMATION AUX RÉFUGIÉS: 1.200.000

TOTAL5.091.000

CONCLUSION

En guise conclusions il importe de formuler deux précisions.

1. En vous proposant notre collaboration nous n'étions pas principalement animés par un sentiment de réalisation d'un quelconque gain mais aussi et surtout d'un soucis de contribution à la réalisation des problèmes sérieux que traverse notre pays. Ainsi promettons nous si vous nous le permettez de nous y mettre pour voir l'aboutissement des objectifs définis par ce projet.
2. Les Coût tels que évalués peuvent être ajustés à la baisse selon que la MINUAR ne dispose pas d'assez de moyens ou à la hausse selon que les moyens de celle-ci peuvent nous permettre d'utiliser les grands moyens pour atteindre parfaitement nos objectifs.

QUE VIVE LA PAIX AU RWANDA

A: Cabinet du RSSG
Dr. A. Kabia
M. M. Kane
M. B.P. Dessandé
M. S.K Buo
Archives BIEP

VU: P. Méhu *Pn-1*
 Directeur,
 BIEP

DE: A. Mactar Guèye,
 Conseiller de Presse *10*

SUJET: RESUME HEBDOMADAIRE DES DECLARATIONS ET ACTIVITES
 DE LA CLASSE POLITIQUE RWANDAISE.

DATE: 27 JANVIER 1994

1. Le BIEP vous présente un résumé hebdomadaire des déclarations et activités principales de la classe politique rwandaise.
2. Ces notes, disponibles tous les jeudis, sont exclusivement destinées au Représentant Spécial. Aussi, le BIEP vous saurait-il gré de lui transmettre toute information utile pour ce rendez-vous hebdomadaire.

BIEP n° 2/94
 ACTIVITES POLITIQUES
 SEMAINE DU 19 AU 26 JANVIER 1994

26 JANVIER 1994: VISITE DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU POUR LE RWANDA AU CAMP DE DEPLACES DE NYACYONGA DANS LA COMMUNE RUTONGO A 15 KILOMETRES DE KIGALI. MR. BOOH-BOOH DEMANDE AUX POLITICIENS RWANDAIS DE S'ATTELER SANS TARDER A LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION. IL PRECISE QUE LA REINSTALLATION DES PERSONNES DEPLACEES ET LE RAPATRIEMENT DES REFUGIES NE PEUVENT ETRE REALISES DANS LE VIDE INSTITUTIONNEL QUE CONNAIT LE RWANDA.

24 JANVIER 1994: CONFERENCE DE PRESSE DU MOUVEMENT FEMININ POUR LE BAS PEUPLE (MFBP). LE PARTI DEMENT ETRE A LA SOLDE DE CERTAINES FORMATIONS POLITIQUES INFLUENTES. LE MFBP CONDAMNE L'ATTITUDE DE CERTAINS POLITICIENS RESPONSABLES DE "TENDANCES DIVISIONNISTES ET SUSCITANT DES ATTITUDES D'INTOLERANCE ET DE COLERE AU SEIN DE LA POPULATION".

23 JANVIER 1994: LE FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (FPR) ACCUSE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE BLOQUER LE PROCESSUS DE PAIX ET LUI DEMANDE DE LAISSER LES DEPUTES PRETER SERMENT.



**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 8/94**

**RWANDA: LA MINUAR CONDAMNE ENERGIQUEMENT LES INCIDENTS DE CE
MATIN A KIGALI**

KIGALI, (BIEP), 26 JANVIER 1994.

DES MANIFESTATIONS ONT ECLATE CE MATIN A KIGALI AUTOUR DU COMPLEXE DU CONSEIL NATIONAL DU DEVELOPPEMENT (CND), LA BASE DU BATAILLON DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (FPR), PROVOQUANT DES DEGATS MATERIELS AINSI QUE DES BLESSURES A DES PASSANTS ET A DES AUTOMOBILISTES.

SELON LES PREMIERES INFORMATIONS DONT DISPOSE LA MINUAR, LES RESIDENTS DU QUARTIER ATTENANT AU CND VOULAIENT ATTIRER L'ATTENTION DE LA GENDARMERIE RWANDAISE ET DE LA MINUAR SUR LA PRECARITE DE LEUR SITUATION DU POINT DE VUE DE LA SECURITE.

DEPUIS LE 13 JANVIER DERNIER, LA GENDARMERIE NATIONALE ET LA MINUAR INTERVIENNENT AUPRES DE LA PREFECTURE DE KIGALI POUR QUE LES MANIFESTATIONS SOIENT INTERDITES DANS LE PERIMETRE DU CND. MALHEUREUSEMENT, IL N'A PAS ENCORE ETE POSSIBLE D'ARRIVER A UN ACCORD.

LES MANIFESTATIONS DE CE MATIN QUI AURAIENT PU AVOIR DES CONSEQUENCES TRAGIQUES MONTRENT BIEN QU'IL EST IMPERATIF QU'UNE SOLUTION SOIT TROUVEE RAPIDEMENT A CE PROBLEME. LA MINUAR, POUR SA PART, POURSUIVRA SES DISCUSSIONS AVEC LE PREFET DE KIGALI, LES BOURGMESTRES ET LA POPULATION LOCALE EN AYANT A L'ESPRIT LA SECURITE DE TOUS.

LA MINUAR EST EN TRAIN D'AUTRE PART DE PROCEDER A UNE ENQUETE APPROFONDIE SUR L'INCIDENT QUI A MIS AUX PRISES DES ELEMENTS DE LA GENDARMERIE ET DES SOLDATS DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS (FPR) QUI ONT, DE CHAQUE COTE, TIRE EN L'AIR. LA MINUAR ESTIME QU'EN L'ETAT ACTUEL DE LA SITUATION, TOUTE PROVOCATION DOIT ETRE EVITEE. AUSSI CONDAMNE-T-ELLE ENERGIQUEMENT CET INCIDENT. (END).

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR,
Kigali, Rwanda. Tel. 84 278/9/80/81/82/83/84/85
poste 1484/1428 Telefax 84 275



17-1

**COMMUNIQUE DE PRESSE
NO 7/94**

RWANDA: DEPLOIEMENT ADDITIONNEL DE CASQUES BLEUS.

KIGALI, (BIEP), 25 JANVIER 1994.

A PARTIR DE CE MERCREDI, LA FORCE DE LA MINUAR VA ETRE RENFORCEE D'UN NOUVEAU BATAILLON FORT DE 800 HOMMES DE TROUPES ET OFFICIERS GHANAENS QUI SERVIRA DANS LA ZONE DEMILITARISEE (DMZ), CONFORMEMENT A UNE RECOMMANDATION DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU.

RAPPELONS QUE DANS SA RESOLUTION 893, LE CONSEIL DE SECURITE A SOULIGNE QUE LA MINUAR NE SERA ASSUREE D'UN APPUI SUIVI QUE SI LES PARTIES RWANDAISES APPLIQUENT INTEGRALEMENT ET RAPIDEMENT L'ACCORD DE PAIX D'ARUSHA.

CE BATAILLON GHANAEN DOIT PRINCIPALEMENT POURSUIVRE LA SURVEILLANCE DE LA ZONE DEMILITARISEE, DELIMITER LES ZONES DE RASSEMBLEMENT, CONTROLER LES MODIFICATIONS APPORTEES A LA ZONE DEMILITARISEE ET S'ASSURER DE LA BONNE MARCHE DU PROCESSUS DE DESENGAGEMENT, DE DEMOBILISATION ET D'INTEGRATION DES DEUX ARMEES RWANDAISES.

UN PREMIER GROUPE DE 200 HOMMES ARRIVE DEMAIN MERCREDI 26 JANVIER. TROIS AUTRES GROUPES D'ENVIRON 200 HOMMES CHACUN AINSI QUE DU MATERIEL ARRIVERONT LES 9, 16 ET 23 FEVRIER 1994.

LE BATAILLON GHANAEN PORTERA LES EFFECTIFS DE LA FORCE DE LA MINUAR A PLUS DE DEUX MILLE (2000) HOMMES.

LE COMMANDANT ADJOINT DE LA FORCE DE LA MINUAR EST LE GENERAL DE BRIGADE ANYIDHOHO QUI EST DE NATIONALITE GHANAENNE.

NOTONS ENFIN QUE LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES POUR LE RWANDA EFFECTUERA DEMAIN DANS L'APRES-MIDI UNE VISITE DU CAMP DE DEPLACES DE NYACYONGA, A ENVIRON QUINZE (15) KILOMETRES DE KIGALI. (END)

Bureau d'Information, d'Education et de Presse (BIEP), MINUAR,
Kigali, Rwanda. Tel. 84 278/9/80/81/82/83/84/85
poste 1484/1428 Telefax 84 275

COMMUNIQUE DE PRESSE

Il y a déjà plus de deux mois que les préalables (le déploiement effectif des troupes de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda d'une part et le départ des troupes françaises d'autre part) sont réunis et que les Institutions de transition prévues par l'Accord de Paix d'Arusha auraient dû être mises en place. Pour ce faire, les personnalités du FPR appelées à participer dans ces institutions avaient gagné la capitale le 28 Décembre 1993 par un convoi, de Mulindi vers Kigali, auquel le peuple rwandais a réservé un accueil chaleureux et enthousiaste.

Depuis ce jour-là cependant, le Président Habyarimana s'est livré à des manœuvres visant à ne permettre la mise en place des institutions que le jour où il aurait réussi à modifier, en sa faveur, l'équilibre des forces prévu dans l'Accord de Paix d'Arusha. C'est ainsi que le 5 Janvier 1994, le jour de prestation de serment par le Président de la République et par l'Assemblée Nationale de Transition (ANT), sa garde républicaine a usé de la violence pour barrer l'accès aux députés du Parti Libéral agréés par la Cour Constitutionnelle, parce que le Président de la République voulait favoriser la prestation de serment par des députés figurant sur une liste de son choix. Depuis cette tentative avortée, le recours à la violence n'a guère cessé.

Le problème des dissensions au sein des partis PL et MDR, avancé par le Président Habyarimana pour entraver la mise en place des institutions, a fait l'objet d'un examen approfondi le 8 janvier 1994 lors d'une réunion entre lui et le FPR, en présence du Premier Ministre du gouvernement actuel et des représentants du Facilitateur des négociations de paix d'Arusha, des Secrétaires Généraux de l'ONU et de l'OUA. Il avait alors été établi que le problème invoqué du désaccord, au sein de ces partis, sur les listes des députés devant les représenter à l'ANT n'était pas réel et que, en conclusion, le Président devait dès le lendemain, 9 janvier 1994, annoncer au FPR, aux instances concernées et au public en général la date retenue pour la mise en place des institutions. Il était également convenu que la question du choix des ministres serait laissée au Premier Ministre désigné du gouvernement de transition à base élargie, conformément à l'Accord de Paix d'Arusha.

Au lieu de procéder comme convenu, le Président Habyarimana avait amené les diplomates accrédités à Kigali à s'impliquer dans la recherche de solutions à ce problème artificiellement créé, mais ces diplomates ne tardaient pas non plus à s'apercevoir que ce problème servait de prétexte pour d'autres desseins ayant trait à la dénaturation de l'Accord de Paix d'Arusha. A chaque fois que les décisions relatives à la mise en place des institutions devaient être prises, la violence et le terrorisme des milices Interahamwe, du parti MRND du Président, et Impuzamugambi du parti extrémiste ethnisant CDR se déchainaient sur les habitants de Kigali. Le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU, le Dr. J.R. BOOH BOOH,